lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 670 - 4 avril 1981 - prix : 5 F

les hôpitaux livrés à l'austérité

(p. 14, 15)

Arlette LAGUILLER

pour dire leur fait aux politiciens de droite et de gauche,

le franc-parler d'une femme du peuple

M 6189 - 670 - 5 F

sommaire

Dans le monde

Page 4 :
— **Espagne : la gauche et les menaces de coup d'Etat.**
— **« Affaires étrangères »... ou affaires tout court ?**
Page 5 :
— **Reagan : les risques du métier.**
— **Grande-Bretagne : nouveau parti, même politique.**
— **Les prisonniers de Long Kesh de nouveau en lutte.**
Page 20 :
— **Pologne : après le nouveau compromis.**
— **Atlanta (USA) : la police contre ceux qui se défendent.**

En France

Page 7 :
— **Les hommes de Mitterrand.**
— **Et s'il n'en reste qu'un...**
Page 9 :
— **Mendès à la rescousse de Mitterrand.**
Pages 10 et 11 :
— **Arlette Laguiller au « grand débat ».**
— **Il y a 10 ans : le « Manifeste de 343 ».**
Page 12 :
— **La campagne anti-immigrés du PCF continue.**
— **Soutien aux travailleurs immigrés.**
Page 13 :
— **Dans les entreprises : grève à la SAFT Bordeaux ; Renault Billancourt ; hôpital de Belfort ; Citroën condamné.**
Pages 14 et 15 :
— **Les hôpitaux malades de l'austérité : économies, déficit de personnel, fermetures de lits.**

Culture

Pages 16 et 17 :
— **Livres : *Sucre amer* de M. Lemoine ; *Les dossiers du futur* de D. Garric ; *La femme gelée* d'A. Ernaux.**
— **Exposition : *Sumer, Assur et Babylone.***
Pages 18 et 19 :
— **Films : *Vivre vite* de Saura ; *Le concours ; Les parents du dimanche ; Un petit cercle d'amis ; Est-ce bien raisonnable ? ; Palermo-Wolfsbourg.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Roto - 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Avec son plan, Giscard se fout du peuple !

Voilà donc Giscard qui annonce avoir un plan contre le chômage. Le voilà donc qui déclare : **« Je m'engage à ce que soient offerts aux jeunes autant d'emplois ou de postes de formation qu'il arrive de jeunes sur le marché du travail. (...) Tout doit être fait — je dis bien : tout — pour leur donner un travail. C'est un engagement que je prends. (...) C'est un million d'emplois environ qui pourront être offerts avant 1985 aux Français, et notamment aux jeunes »** (déclarations faites devant « ses » jeunes réunis à la Porte de Pantin, au journal **L'Express** et à l'émission « Cartes sur Table » d'Antenne 2).

C'est grotesque. A deux titres.

Si Giscard avait réellement un plan, pourquoi a-t-il attendu sept ans (et cinq semaines avant le premier tour des élections) pour l'exposer ? N'a-t-il eu, pendant sept ans, ni le temps ni les moyens de le faire appliquer ?

Mais c'est grotesque aussi, parce que son plan consiste en une collection de supercheries, pour ne pas dire d'escroqueries, contre les travailleurs... qui ne boiront pas de cette eau-là.

PREMIERE SUPERCHERIE : des emplois « seront offerts » par la politique du « pousse-toi de là que je m'y mette » !

Car il ne faudrait pas comprendre, quand Giscard dit **« des emplois seront offerts »**, que des emplois seront créés. Non : des emplois déjà existants seront libérés. Un certain nombre de travailleurs seront privés de leur emploi actuel, pour laisser la place à d'autres ?... A voir !

LES PLUS AGES D'ABORD

Giscard propose d'abaisser l'âge de la pré-retraite, de 60 à 58 ans... Ce que le CNPF vient de refuser il y a tout juste quelques semaines, lors de la renégociation de l'accord sur les pré-retraites. Comment Giscard convaincra-t-il les patrons ?

Quoi qu'il en soit, aucune assurance n'est donnée — sinon les traditionnelles promesses — que ces départs seront compensés par des embauches et que ce ne sera pas, comme jusqu'à présent, un simple moyen pour les patrons de licencier en douceur.

LES IMMIGRES ENSUITE

Giscard prévoit d'inciter encore plus fortement les immigrés à partir. Il prévoit d'**« augmenter l'aide individuelle au retour »**. De combien ? Mystère ! Giscard prévoit aussi des accords avec les pays d'émigration, de telle sorte qu'**« une fraction de cette aide sera versée dans le pays d'origine, pour s'assurer de la réalité du départ »**. Et de souligner qu'il y a aujourd'hui autant de travailleurs immigrés, en France, que de chômeurs, ce qui est destiné à faire croire aux travailleurs français que ce sont leurs camarades immigrés qui sont responsables du chômage.

C'est faux, bien sûr. L'immigration est pratiquement stoppée depuis cinq ans en France ; le nombre des travailleurs immigrés baisse, mais le chômage pourtant augmente !

Si le plan Giscard trouve un début d'application en la matière, ce sera en tout cas contre les travailleurs. Contre les travailleurs immigrés, attirés ici quand ça arrangeait la bourgeoisie française, chassés maintenant que ça la dérange. Et contre les travailleurs français, auxquels Giscard et les patrons se proposent de faire occuper les éventuelles places libérées d'OS, des emplois donc plus durs et moins payés.

C'était le but des campagnes pour la **« revalorisation du travail manuel »**, dit Giscard ! Pour ce faire, il comptera surtout sur la contrainte que représente la suppression des indemnités de chômage en cas de refus d'un emploi moins payé que celui occupé précédemment.

DEUXIEME SUPERCHERIE : supprimer des chômeurs... en les appelant autrement ! Ou la vertu du verbe !

Une idée de génie de Giscard : **« Eviter les licenciements en permettant aux entreprises de fermer temporairement un atelier ou un établissement, ou bien encore de mettre en congé de courte ou de moyenne durée une partie de leur personnel sans que le travail soit interrompu »**. Ce qui veut tout simplement dire que les patrons pourraient à leur guise mettre leurs ouvriers à la rue pour le temps qu'ils voudraient. Ce serait une nouvelle attaque contre la sécurité de l'emploi, mais les statistiques sur le chômage ne seraient pas augmentées ! Et cela n'empêcherait évidemment pas un seul patron de fermer son usine, s'il le veut.

Dans le même sens vont les déclarations sur l'encouragement du travail dit **« à temps partiel »**... autrement dit du demi-chômage.

« La proportion de salariés travaillant à temps partiel doublera d'ici à 1985 » dit Giscard. Selon les chiffres avancés par lui, le nombre de salariés à temps partiel augmenterait de 750 000 dans le privé, et de 315 000 dans la fonction publique. Et comme Giscard propose qu'**« une aide pourra être accordée aux entreprises qui introduiront le temps partiel »**, on peut aisément imaginer ce qui peut se passer : un million d'emplois à temps plein métamorphosés soudain en un million d'emplois à temps partiel ! Soit un gain de 500 000 chômeurs de moins... pour les statistiques officielles du chômage !

TROISIÈME ESCROQUERIE : un plan anti-chômage qui est surtout un nouveau plan d'aides financières supplémentaires aux patrons.

Car il y a aussi des promesses d'argent dans le plan Giscard, d'argent... pour les patrons. C'est peut-être même la seule chose concrète qu'il contienne.

RÉDUCTION DES CHARGES SOCIALES : Giscard s'est dit d'accord avec Chirac sur le fait qu'il **« faut freiner l'augmentation des charges qui pèsent sur l'économie française »**. Elles seront réduites, **« pour les petites entreprises »**, dit-il ; mais on peut compter sur lui pour ne pas oublier les autres.

MULTIPLICATION DES AIDES... et nouvelles mises à contribution des caisses de chômage (de l'UNEDIC) financées en partie par les travailleurs : une **« aide temporaire »** sera accordée aux entreprises qui appliqueront le temps partiel ; des chômeurs qui auront retrouvé un emploi se verront encore verser leur indemnité, **« de sorte que l'entreprise n'ait à leur verser qu'un salaire partiel »**. Les caisses de chômage contribueront ainsi à fournir de la main-d'œuvre quasiment gratuite aux patrons. Donner l'argent des chômeurs aux patrons, il fallait oser le faire !

ENFIN, DERNIÈRE SUPERCHERIE : Giscard planifie... la démographie !

Aujourd'hui, nous dit Giscard, la situation de l'emploi est d'autant plus difficile que plus de jeunes arrivent sur le marché de l'emploi que de travailleurs âgés n'arrivent en âge de cesser leur activité. Et ce serait le drame ! Mais patience : Giscard, là aussi, a un plan qui consiste... à attendre, puisque les statistiques démographiques indiquent... pour 1985, un phénomène inverse. Et il appelle ça une politique osée... d'« anticipation » !

Giscard anticipe... Mais tellement bien qu'il aurait tort de compter sur les travailleurs pour anticiper sa réélection !

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

ARLETTE LAGUILLER

Pour dire leur fait aux politiciens de droite et de gauche,

le franc-parler d'une femme du peuple

IL faut vraiment oser, quand on est président de la République et qu'on est à la tête des affaires du pays depuis sept ans, venir dire maintenant qu'on a un plan grâce auquel pas un jeune, demain, resterait sans emploi ! Il faut vraiment oser, quand on s'appelle Giscard d'Estaing, se présenter comme le bon choix contre le chômage, alors que le chômage n'a jamais autant augmenté que depuis sept ans !

Si Giscard, comme il le dit, avait un plan pour supprimer le chômage, pourquoi ne l'a-t-il pas dit plus tôt ? Pourquoi surtout ne l'a-t-il pas appliqué plus tôt ? Qui peut croire qu'il va faire demain ce qu'il n'a pas fait durant sept ans ?

Ses promesses électorales sont une insulte à l'intelligence des électeurs. Giscard prend pour des imbéciles les centaines de milliers de jeunes qui ne trouvent pas d'emploi, les centaines de milliers de travailleurs qui ont été jetés à la rue, tous ceux qui, dans les villes comme dans les campagnes, ont vu leur niveau de vie rogné, tandis que les grandes banques, les grandes sociétés pétrolières, les grandes firmes de l'armement, du nucléaire ou de l'électronique continuaient à faire des super-bénéfices.

Alors, que Giscard se fasse réélire par ceux qu'il a si bien défendus, par ses amis de l'industrie et de la finance, s'il le peut ! Mais aucun travailleur conscient, aucun jeune que ce vieux politicien courtise si fort aujourd'hui, ne peut lui donner sa voix.

Chirac, lui aussi, a maintenant son plan contre la crise. Il voudrait faire croire qu'il n'est pour rien, qu'il n'a aucune responsabilité dans la politique passée, qu'il en a une autre. Mais il ment, comme Giscard, et aussi bien... ou aussi mal.

Depuis sept ans, le parti de Chirac, le RPR, le parti le plus nombreux au Parlement, a soutenu tous les gouvernements Giscard et leurs plans d'austérité anti-ouvrière. Si Chirac avait vraiment eu une autre politique, il aurait pu renverser le gouvernement Barre et obliger Giscard à prendre un autre Premier ministre, Chirac par exemple. Il n'avait même pas besoin de renverser Giscard pour cela.

Mais non, Chirac s'en est bien gardé. Il ne voulait surtout pas avoir la responsabilité du gouvernement. On aurait vu alors qu'il n'avait pas d'autre politique que Barre, qu'il n'était pas plus capable que lui. Et il aurait aujourd'hui plus de mal à se présenter ; car ce qu'il veut, ce n'est pas mener une autre politique, c'est prendre la place pour mener la même.

Mais à gauche, ni Mitterrand ni Marchais n'ont eux non plus autre chose que des promesses électorales à offrir.

Mitterrand nous promet que, face aux deux millions de chômeurs, il va créer 200 000 emplois dans la fonction publique. Mais, il y a deux millions de chômeurs. Il en restera donc au moins 1 800 000 sur le pavé. Encore plus, si la crise s'aggrave.

Mitterrand se garde bien de dire que l'on pourrait trouver de l'argent dans les dizaines de milliards de nouveaux francs qui sont gaspillés en matériel militaire, les dizaines d'autres milliards donnés en subventions ou en commandes aux grands trusts, toujours les mêmes, et qui en plus licencient. Il se garde bien de dire que c'est en touchant à ces intérêts-là, en contrôlant les investissements et les profits capitalistes, en imposant à leur tour aux grandes sociétés des sacrifices, comme Giscard et Barre en imposent aujourd'hui aux travailleurs, qu'on pourrait créer des emplois, peut-être moins productifs, mais plus utiles.

Marchais, lui, promet la création de 500 000 emplois par an. Bien sûr, c'est mieux que Mitterrand. Mais, tout comme Mitterrand, il se garde bien de dire qu'il faudrait puiser dans les dépenses improductives de l'Etat, prendre par exemple la centaine de milliards de nouveaux francs qui sont consacrés au budget militaire, pour les faire servir à quelque chose d'utile.

Bien au contraire Marchais, comme Mitterrand, est un défenseur et de l'armée et de la force de frappe.

Les élections présidentielles ne permettent pas de changer la société. Seule la lutte de toutes les classes opprimées, unies et solidaires, le peut. Seule cette lutte permettrait de faire payer les riches, les capitalistes et les trusts. C'est cette lutte qu'il nous faudra tôt ou tard engager, quel que soit le résultat des élections, que Giscard repasse ou que Mitterrand soit élu, que celui-ci prenne ou non des ministres communistes dans son gouvernement.

Mais, du bulletin de vote, les travailleurs peuvent au moins se servir pour dire qu'ils ne sont pas dupes des promesses qu'on leur sert en période électorale, qu'ils sont écœurés des mensonges de ceux qui gouvernent, des mensonges de tous ceux qui tentent de nous faire avaler des plans bidon contre le chômage et la crise, bricolés au dernier moment, juste pour piper des voix. Sans doute bien des travailleurs, par hostilité à l'égard de Giscard et de sa politique, souhaiteraient que le candidat de la gauche soit élu.

La candidature d'Arlette Laguiller n'a pas pour but de faire obstacle aux aspirations des travailleurs, s'ils souhaitent élire le candidat de gauche au second tour. Mais la candidature d'Arlette Laguiller permettra au premier tour de voter à gauche, de voter contre Giscard ou Chirac, tout en disant ce que nous pensons d'eux à Mitterrand et à Marchais.

Le franc-parler des gens du peuple est une qualité précieuse à laquelle les travailleurs sont attachés. Gardons-la... jusque dans les urnes : avec Arlette Laguiller disons-leur à tous leur fait le 26 avril.

Mitterrand, ou le « présidentiable » à tout prix

Les numéros télévisés des « grands » candidats se suivent et se ressemblent.

En tout cas, l'intervention de Mitterrand à l'émission « Le grand débat » de TF1, mardi 31 mars, semblait bien répéter sa précédente intervention, à « Cartes sur table » sur Antenne 2, le 16 mars.

Le ton et l'attitude étaient ceux d'un « présidentiable », patelin et souriant, voyant toutes choses du haut de son expérience et méprisant les petites vilenies d'ici-bas.

Pour le reste, et notamment pour les promesses électorales, Mitterrand a gardé la même prudence. Il ne s'engage pas sur grand-chose. Les 35 heures ? Certes, il est pour. Mais « *il ne se lancera pas dans un nouveau Grenelle ou un nouveau Matignon* » ; il s'agit d'engager une négociation « *branche par branche, entreprise par entreprise* ». Bref, ce n'est pas pour tout de suite.

Mais, sorti de ce flou des promesses, ou plutôt de l'absence d'engagement quelconque, il y a les choses plus sérieuses. Pour gagner les élections, il faut gagner des voix. Il faut en gagner sur la gauche, et en gagner aussi sur la droite. Il y a quinze jours, Mitterrand avait affirmé sa fermeté à l'égard du PC, en répétant notamment qu'il n'est pas question pour lui d'accepter des ministres communistes. Cette fois-ci, Mitterrand a tenu à restaurer un peu son image d'homme de gauche : « *J'entends poursuivre l'action que je mène depuis de longues années à travers trois candidatures à la présidence de la République* ». C'est pourquoi, a-t-il dit, « *lorsque je pose des questions claires qui peuvent paraître un peu brutales à la direction du Parti Communiste, je n'en dis pas moins aux millions d'électrices et d'électeurs communistes que la politique que je mènerai, c'est une politique conforme aux engagements fondamentaux et principaux, c'est-à-dire ce rassemblement populaire qui commence par (...) le rassemblement et le regroupement de couches sociales qui ne permet pas la confusion* ».

Mais, après avoir ainsi fait signe aux électeurs communistes et aussi, discrètement, à la direction du PCF elle-même, Mitterrand devait aussi faire des signes sur sa droite. Et de rappeler que, en France, le « *gros des nationalisations* » a été effectué par le gouvernement de De Gaulle en 1945 : « *Qu'est-ce qu'il y a d'extraordinaire dans tout cela ? Où est le collectivisme ?* (...) *Pas de faux procès, je vous en prie* ». Au fond, le continuateur de De Gaulle c'est donc lui. Nous voilà à nouveau prévenus.

Avec qui gouvernera donc Mitterrand ? Eh bien, après son élection, le 10 mai, il nommera « *un gouvernement de transition* ». Puis, après la dissolution de l'Assemblée nationale à laquelle il procèdera, eh bien on verra. Mais Mitterrand « *ne refuse personne* ». Il « *veut une autre politique* », et « *demande seulement à ceux qui voudraient venir* (...) *s'ils acceptent cette politique* ». Et si jamais les élections législatives donnaient une majorité de droite, hostile à un Mitterrand président de la République ? Eh bien, Mitterrand acceptera « *la majorité que les Français choisiront* ».

Voilà donc le candidat du changement : il envisage dès aujourd'hui qu'il pourrait très bien gouverner avec les mêmes hommes de droite qu'aujourd'hui.

André FRYS

La gauche et les menaces de coup d'Etat

Devant la tentative de coup d'Etat du lieutenant-colonel Tejero, le 23 février, la gauche espagnole resta comme paralysée. Aucun appel à la lutte, aucun appel à la grève, avant les manifestations du 27 février, qui virent défiler bras dessus bras dessous, les représentants de la gauche et ceux de la droite parlementaire, et qui ne furent pas une riposte, mais tout au plus une protestation, et un acte d'allégeance au roi.

« Le roi arrrêta le coup », titrait le 3 mars l'hebdomadaire de gauche **La calle (La rue).** Et il écrivait sous ce titre : **« Il n'est pas exagéré d'affirmer que jamais tant d'hommes n'ont dépendu d'un seul, comme durant la nuit du 23. A cause de cela, le rôle clé du roi a été quelque chose qui a été vu avec une absolue clarté par les Espagnols ».**

On pourrait penser que l'absence de réactions de la gauche a été due à l'effet de surprise, bien que le « tejerazo » **ne fût pas le premier éclat d'officiers opposés au régime parlementaire. Mais la politique suivie par les grands partis de gauche depuis montre que, si une nouvelle tentative de coup d'Etat survenait, cette gauche — qui a d'avance remis son sort entre les mains du roi et celles de l'armée — n'aurait pas, spontanément, en l'absence de réactions populaires, une attitude différente de celle qu'elle adopta il y a six semaines.**

L'hebdomadaire Cambio 16 **a par exemple publié le 23 mars une interview du leader du Parti Socialiste, Felipe Gonzalez, qui montre bien quelle est la politique du principal parti de la gauche espagnole. Felipe Gonzalez s'y prononce pour un soutien partiel au gouvernement de droite de Calvo Sotelo, en distinguant les sujets sur lesquels le PSOE s'opposera à la politique gouvernementale** (« Toute la politique sociale, la politique économique et la politique des droits civiques », **et des thèmes sur lesquels** « nous allons essayer qu'il n'y ait pas de confrontation **(...)** : politique extérieure, autonomies, lutte contre la violence et le terrorisme, etc. ».

Le leader du PSOE se prononce d'ailleurs pour un gouvernement de coalition, c'est-à-dire avec la droite : « Nous avons dit en toute clarté que nous ne posons pas le problème d'un gouvernement de coalition du point de vue des intérêts du PSOE, que le Parti Socialiste n'en a pas besoin, mais que nous croyons que la démocratie l'exige ».

Et comment Felipe Gonzalez aborde-t-il le problème de l'attitude de l'armée ? En se proposant « d'institutionnaliser » **les contacts entre les forces armées et le PSOE, pour aboutir à** « des relations clarificatrices, ouvertes et franches pour que nous nous connaissions, qu'ils sachent exactement ce que nous voulons... ». **Et il fait preuve d'optimisme pour l'avenir en déclarant :** « Ce qui s'est passé en Europe, et qui en toute sécurité va se passer ici, c'est que les forces armées se sont rendu compte de ce que les organisations politiques socialistes démocratiques d'Europe sont des partis qui défendent autant ou plus, mais au moins autant que la droite, les intérêts nationaux. Et qui défendent, en outre, un système qui va, fréquemment, dans la ligne même des idéaux militaires ».

Quant au Parti Communiste, il ne tient pas un autre langage. Lui aussi s'est prononcé, dès le lendemain du coup d'Etat manqué, pour un gouvernement de coalition, et lui aussi met tous ses espoirs pour l'avenir en la compréhension des militaires.

Du point de vue des intérêts de ces partis, qui essaient de convaincre la bourgeoisie espagnole qu'elle devrait leur faire confiance, leur confier des responsabilités ministérielles, et qu'ils se comporteront de manière responsable, sans rien faire contre l'armée, cette politique est sans doute logique. Mais du point de vue des intérêts des travailleurs, que ces partis prétendent représenter, c'est une politique suicidaire.

Il ne s'agit pas de reprocher aux partis qui se réclament de la classe ouvrière d'avoir préféré le parlementarisme juancarliste à la mise en place d'une junte militaire. Pour relatives qu'elles soient (comme dans toute démocratie bourgeoise), les libertés dont dispose aujourd'hui la classe ouvrière espagnole sont précieuses, et elles valaient d'être défendues.

Il ne s'agit pas non plus de reprocher au PCE et au PSOE de n'avoir pas appelé à la révolution sociale le 23 février. La classe ouvrière espagnole de février 1981 n'était pas celle de juillet 1936, que le soulèvement franquiste trouva en pleine période de lutte et de mobilisation, et qui y répondit en donnant l'assaut aux casernes.

L'absence de réactions populaires à la tentative de Tejero n'est pas seulement due à la politique des partis de gauche. Elle témoigne aussi de l'état d'esprit actuel d'une classe ouvrière qui, après la vague de politisation et de syndicalisation de 1977, a connu nombre de déceptions et de désillusions (dues non seulement au développement de la crise économique,

L'armée espagnole : des partis de gauche n'ont qu'un espoir, qu'elle soit compréhensive.

mais aussi à la politique de collaboration de classe des partis ouvriers et des centrales syndicales, illustrée en particulier par les accords de la Moncloa).

Mais pour des organisations réellement désireuses de défendre les intérêts des travailleurs, la seule politique possible eût été d'appeler la classe ouvrière à défendre ses libertés et ses droits, en expliquant inlassablement aux travailleurs que pour cela, ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes, que le roi et les chefs d'état-major, qui cette fois-ci s'étaient opposés au putsch, pourraient tout aussi bien la prochaine fois y être favorables. La seule politique eût été de travailler à une organisation autonome de la classe ouvrière, pour la défense de ses droits et libertés.

Au lieu de cela, au lieu de mettre en garde les travailleurs contre le roi, l'armée et la droite, le PCE et le PSOE (malheureusement imités en cela par toute une partie de l'extrême-gauche maoïsante) se sont employés à cultiver les illusions de la classe ouvrière, en lui présentant ses pires ennemis comme des alliés sur lesquels on peut compter pour lutter « pour la démocratie, contre la dictature », ou pour gouverner ensemble afin d'éloigner la menace d'un nouveau putsch.

C'est très exactement tenir les mains de la victime, pendant que l'agresseur prépare son coup.

François DUBURG

Un K... difficile

Depuis le 27 mars, une radio intitulée « Radio K » émet en direction du territoire français depuis un émetteur situé près de San Remo en Italie. Apparemment, elle dispose de plus de chances de réussite que les autres radios libres apparues ces dernières années en France. Son émetteur est à l'abri de la police française. Ses moyens techniques puissants lui permettent de couvrir la région sud-est de la France jusqu'au littoral marseillais. Enfin et surtout, comptant sur la publicité pour son financement, c'est en fait une tentative de radio commerciale, analogue aux actuelles stations périphériques.

Cela n'a pas empêché le gouvernement français de lui mettre des bâtons dans les roues. Il a d'abord tenté en vain de faire pression sur les autorités italiennes pour qu'elles interdisent l'émission, alors qu'en Italie les radios libres sont autorisées. Et maintenant que Radio K a commencé à émettre, il procède à des tentatives de brouillage.

Qu'est-ce qui gêne donc tant le gouvernement français ? En fait, s'il accepte les radios périphériques comme RTL, Europe n° 1 ou Radio-Monte-Carlo, c'est qu'elles sont sous son contôle par l'intermédiaire d'une société, la SOFIRAD, où l'Etat français est majoritaire. Radio K, elle, échappe à ce monopole, et semble même proche de l'opposition, notamment du PS.

Autrement dit, encore une fois, le gouvernement français est engagé dans la défense à tout crin du monopole des ondes et de l'information. Mais il est tombé sur un K... difficile.

A.J.

Jean François Poncet. (AFP)

« Affaires étrangères »... ou affaires tout court ?

Après plusieurs contretemps dus aux méfaits trop voyants de la dictature militaire au pouvoir en Corée du Sud, après un voyage préliminaire du ministre Cointat à la fin 1980, François-Poncet, ministre des Affaires étrangères, a fini par se rendre en personne en Corée du Sud.

Il faut dire que, pour certains au moins, l'enjeu de ce voyage était d'importance. En effet Framatome, le grand du nucléaire français, a vendu il y a quelque temps deux réacteurs dans ce pays. Pour aider à la signature du contrat, la COGEMA, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, s'était engagée à fournir les matériaux combustibles nécessaires pendant dix ans. Seulement, il y avait un hic, et de taille : le gouvernement sud-coréen n'avait pas les sous. D'où la visite de François-Poncet venu là en toute hâte pour assurer le régime que l'Etat français se chargeait de lui prêter l'argent : une somme relativement rondelette de 4 milliards de francs, remboursables en 15 ans, moyennant un taux d'intérêt de 7,6 % (la moitié du taux de l'inflation !).

Astucieux ! Pas de circulation de monnaie. Le Trésor public ne va avoir qu'à ouvrir le compte directement aux capitalistes français. C'est tellement pratique que Saint-Gobain est déjà en discussion pour la fourniture d'une usine de retraitement du plutonium et de l'uranium enrichi.

C'est bien cela « la grande politique étrangère de la France », dont Giscard a plein la bouche : du vulgaire démarchage pour le grand capital, du travail de larbin pour que les marchands d'uranium s'enrichissent.

Annick MORIZET

U.S.A.

L'attentat contre Reagan, ou les risques du métier

Le président américain Reagan se sortira semble-t-il sans trop de mal de l'attentat commis contre lui le 30 mars, à Washington, par un jeune homme qui lui a logé une balle dans le poumon.

Les motifs de celui-ci ne sont certes pas des plus clairs. Diverses explications ont été avancées, d'où il ressort que John Hinckley, jeune Américain de bonne famille, serait surtout un cas psychiatrique. Mais, quoi qu'il en soit, il reste que les présidents américains sont assez fréquemment la cible d'hommes de ce genre, ou bien obéissant à des motifs plus ouvertement politiques. Cela a été le cas de Kennedy en 1963, mais aussi de Gerald Ford en 1975, de Truman en 1950, de Franklin D. Roosevelt en 1933, et d'autres encore.

Cela est d'ailleurs logique. Le système politique américain aboutit à une extrême personnalisation du pouvoir entre les mains du président. C'est cela qui fait de celui-ci une cible privilégiée pour tous ceux qui, pour une raison politique ou non, veulent régler un compte avec la société dont il est le plus haut symbole. C'est cela, plus que le fait que les armes y sont en vente libre ou que régler ses affaires à coups de pistolet serait une habitude, qui explique cette relative fréquence des attentats contre les présidents.

Mais les conséquences politiques de ces attentats sont, elles, bien limitées. Une partie de la presse a affirmé que, si l'attentat avait réussi, cela aurait été une catastrophe pour le pays. Mais qu'est-ce que cela aurait changé ? Le système politique américain vise à créer une illusion, en faisant croire qu'en changeant le président par un vote, tous les quatre ans, on peut changer de politique, alors qu'on ne change que les acteurs qui la mènent.

L'attentat : les gardes du corps de Reagan le poussent dans sa voiture. (Ph. UPI)

Le vice-président George Bush, dirigeant de cabinet en l'absence de Reagan : en cas de disparition du président, les successeurs ne manqueraient pas. (Ph. UPI)

Cette illusion implique parfois pour les hommes politiques sur le devant de la scène, le risque de jouer le rôle de victime expiatoire. Mais ils sont alors remplacés par d'autres, aussi facilement que, dans un film, on remplace un figurant par un autre.

De ce point de vue, Reagan lui-même a pu assister à un spectacle édifiant : pendant les quelques heures où il a été empêché, son propre secrétaire d'Etat, Haig, s'est empressé de se proclamer le titulaire du pouvoir, pour tenter de damer le pion au vice-président Georges Bush. Lutte pour le pouvoir qui était prématurée, certes... mais qui a montré qu'en tout cas, en cas de décès du président, l'Etat américain n'aurait pas été en peine de trouver un successeur ! Il n'était pas encore mort, mais il en avait déjà au moins deux.

Sylvie MARECHAL

GRANDE-BRETAGNE

Nouveaux « sociaux-démocrates » et même politique

Depuis le 25 mars, la scène politique anglaise compte un nouveau parti, le Parti Social-Démocrate (SDP). A l'origine du nouveau parti se trouve la « bande des quatre ». Ce sont quatre anciens ministres travaillistes qui avaient commencé à prendre leurs distances vis-à-vis de leur parti au lendemain de son échec électoral, en avril 1979. Pendant près de deux ans, ils ont mené campagne au sein du Parti Travailliste sur la nécessité de créer une nouvelle organisation qui serait enfin **« libérée de la dictature de la gauche et des syndicats ».**

C'est donc désormais chose faite. Lancé à grand renfort de placards publicitaires dans la presse, le SDP se dit de **« centre-gauche ».** On sait déjà qu'il se prononce pour la force de frappe atomique anglaise, pour la limitation des droits syndicaux, en particulier dans la fonction publique, et pour le blocage des salaires jusqu'à ce que la situation économique s'améliore. Ceci dit, le SDP se refuse à adopter pour l'instant un programme bien défini : **« Si vous voulez un programme, allez donc voir les autres partis »,** s'est exclamé l'un de ses dirigeants lors de sa conférence de fondation à Londres.

En fait, ce qui tient lieu de programme au SDP, c'est surtout de chercher à utiliser à son profit l'écœurement et les déceptions suscités par les deux grands partis. **« Nous voulons en finir avec tout dogmatisme dépassé, avec toute politique fondée sur les affrontements de classes, qui appartiennent à un autre âge »,** a déclaré Roy Jenkins, l'un des membres de la « bande des quatre », tandis que son comparse David Owen ajoutait : **« Le parti ne sera financé ni par les syndicats, ni par le patronat ».**

Les dirigeants du SDP pensent qu'il y a une place à prendre. Certains électeurs travaillistes se souviennent avec amertume des gouvernements qui se sont succédé au pouvoir entre 1974 et 1979. Certains sont effrayés par le langage un peu plus radical que tient, en cette période de crise, la gauche travailliste. D'autre part un certain nombre des électeurs qui ont donné la victoire aux conservateurs de Margaret Thatcher, en 1979, trouvent qu'aujourd'hui l'addition est un peu trop salée. Et ce sont les suffrages de tous ceux-là que le SDP voudrait attirer.

Pour l'instant, le nouveau parti démarre sur des bases relativement modestes sur le plan parlementaire : sur les 635 députés du Parlement, le SDP n'en compte que 14, dont 13 sont des anciens travaillistes et un vient des rangs conservateurs. Il est vrai que le Parti Libéral jusqu'à présent le troisième parti anglais, n'en compte que 11.

Et les dirigeants du nouveau parti ne cachent pas leur ambition : constituer avec le petit Parti Libéral un front électoral qui serait capable de remporter une fraction suffisamment significative des sièges aux élections législatives de 1984 pour pouvoir jouer le rôle d'arbitre entre les deux grands partis, et éventuellement obtenir ainsi d'accéder à des responsabilités gouvernementales.

Peut-être comptent-ils même sur des échéances plus proches. Car la dégradation de la situation économique semble entraîner un rapide discrédit du gouvernement Thatcher, au point qu'un certain nombre de députés du Parti Conservateur eux-mêmes ont montré récemment leur désaccord et leur grogne. Dans ces conditions, c'est peut-être bien avant 1984 que se posera le problème d'offrir une solution politique de rechange.

C'est cette solution de rechange que les dirigeants du SDP cherchent à préparer. Une solution qui, en tout cas, montre ouvertement ce qu'elle vise : permettre à la bourgeoisie anglaise, à travers des formes politiques apparemment nouvelles, de poursuivre la même politique anti-ouvrière.

François ROULEAU

IRLANDE DU NORD

Les prisonniers de Long Kesh de nouveau en lutte

Le 18 décembre dernier, sept militants nationalistes irlandais, emprisonnés à la prison de Long Kesh en Irlande du Nord, mettaient fin à une grève de la faim qui avait duré 53 jours. Le gouvernement anglais venait en effet de céder sur un certain nombre des revendications sur lesquelles ils se battaient, concernant leurs conditions de détention.

Depuis, selon le Sinn Fein, la branche politique de l'IRA, les engagements pris par le gouvernement anglais sont restés lettre morte.

A l'heure actuelle, toujours selon le Sinn Fein, les 450 prisonniers des H-Blocks de Long Kesh sont privés de tout vêtement autre qu'une couverture. Cloîtrés dans leur cellule 24 heures sur 24, ils n'ont droit à aucun exercice physique, aucune distraction, aucun livre, aucun journal. De plus, les brutalités quotidiennes font partie des habitudes de la prison.

C'est pourquoi, le 1er mars dernier, Bobby Sands, qui a joué vis-à-vis des autorités pénitentiaires le rôle de porte-parole des prisonniers, a entamé une nouvelle grève de la faim, bientôt rejoint par d'autres prisonniers.

Les militants de Long Kesh cherchent à faire éclater le scandale. Une élection législative partielle doit avoir lieu dans une circonscription proche de Long Kesh, à la suite du décès d'un député républicain modéré. Face à un candidat représentant la droite protestante et un autre représentant les milieux catholiques modérés, l'un des grévistes de la faim de Long Kesh sera aussi candidat dans ces élections, tout en restant en prison. Il bénéficiera de l'appui de l'ensemble des organisations de gauche et des formations nationalistes irlandaises. Bernadette Devlin, elle-même candidate dans cette circonscription, s'est également retirée en sa faveur.

Le gouvernement anglais sortira-t-il de son mutisme ? En tout cas, les prisonniers de Long Kesh sont décidés à ne pas se laisser réduire au silence.

Soutenez la candidature

d'ARLETTE LAGUILLER

aux élections présidentielles

Nous continuons à publier ci-dessous la liste de tous ceux qui nous aident financièrement dans cette campagne et nous les en remercions. Nous appelons tous nos amis et sympathisants, qui ne l'auraient pas encore fait, à souscrire et à faire souscrire autour d'eux.

TOULOUSE : Une maman sympathisante, 600. Une maman de copine, sympathisante, 500. Florence, 200. Antonio, 500. Elisabeth, 25. Sa maman, 20. Parents d'une militante, 40. Un retraité, 10. Une intérimaire qui se bat aux côtés de LO, 50. Employée, 14. Compte rond, 1.

LILLE : Clavel Pierre, 10. Maurice, 50. Danicourt, 100. Georges Danicourt, 100. Senocid, 100. Isabelle, 100. Philippe, 10. Paris, 40. G., 10. Une maîtresse auxiliaire, 50. Surveillante externat, 50. Lefèvre, 50. Bozzone Sylvie « Bon courage », 100. Simon, 100. Un médecin sympathisant, 100. Martine Mathieu, 50. Une étudiante, 50. Une sympathisante, 50. Francis Jourdain, 10. Henri, 10. Maillard, 8. Lisiane, 10.

ROUBAIX : J.F., enseignant, 100. J.P., enseignant, 50. Une sympathisante, 100. Un militant PS, 10. Christiane, 10. Un enseignant, 10. Bernard Moreau, 15. Bernard, 5. Enseignant, 10. Daniel, 20. Enseignant, 10. Yvette, 10. Nicole, 50. Michel, 30.

DUNKERQUE : Soudeur SN CMP, 100. Sympathisant, 20. Pour Lutte Ouvrière, 2.000. Un soudeur des Chantiers de France, 20. Un retraité de Gravelines, 10. Un prof., 100. Un soudeur des Chantiers, 20. Un prof., 20.

NORD-PAS-DE-CALAIS : Anne, sympathisante de Lillers, 100. Enseignante, 50. Morelle Albertine, de Beuvry, 50. Gilberte Morelle, de Beuvry, 50. Roselyne Robillard, de Beuvry, 50. Danièle, 50. Marie, 50. Un révolutionnaire anti-électoraliste, 50. Annie et André, 140. Jean-François d'Arras, 30. Léon d'Arras, 10. Annie d'Arras, 80. Pierre Duquesne de Oignies, 25.

UNIVERSITE LILLE I-III : Etudiant en philo, 20. Ruffin Hervé, 100. Un étudiant en droit, 20. Un étudiant en math, 20. Patrick, 100.

AMBOISE : Chauveau, 10. Morisset Jacqueline, 10. Chevilly Jean-Pierre, 5. A.B., 10. Ch. Négrier, 50. Martin Simone, 20.

CHOLET : Le Bauter, employée de maison, 50. Une employée, 100. Gaétan, 55. Institutrice, 50. Un sympathisant, 100. Une ménagère, 100.

ANGERS : Rousset, 50. Aubrée, 50. Duchemin, 20. Mouchel, 10. Renault, 10. Cœurdray, 20. Ribeiro, « Vive la révolution », 50. Rousset H., retraité, 50. Coupeuse de patron, 50.

TOURS : Mère d'un copain, 100. Didier, 25. Tocata, 50. Une jeune sympathisante, 50. Couple d'ouvriers, 20. Bertrand Martine, 20. Retraitée, 15. Claude, 271. Planquette, 50. Moulin, 20. Employée de mairie, « Pour la liberté d'expression », 100. Institutrice de Meillant, 300. Michel Cogéco, 10.

POITIERS : Anonyme, 50. Baudet Régis et Jacqueline, 50. Une copine, 10. Un copain, 10.

RENNES : Des copains, 15. Catherine, chômeuse, 10. Marie-Antoinette, 50. Jean-Pierre, 100. Françoise, cité administrative, 30. Un enseignant du 1er cycle, 50. Anonyme, 20. M.L., chômeur, 30. Chômeuse, 30. Chômeuse, 30. Femme sans profession, 10. Durand M., 50. Maryvonne, 50. Mère d'un copain, 50. Michelle et Gérard, 20. Un enseignant, 300. Une étudiante,50. Une enseignante, 20. Un enseignant,39. Un retraité, 30. Une enseignante, 30. Une enseignante, 50. Une enseignante, 25. Une enseignante, 50. Un enseignant Montfort, 100.

NANTES : Chauvet Georges, 300. Alain et Danielle, 50. Thierry, 40. Un employé, 60. Martine, instit., 30. Instit., 50. Une assistante sociale, 100. Un couple d'instits, 50. Un agent de collège en retraite, 50. Un copain, 50. Frin, 20. Gaslain, 70.

LORIENT : Le Coroller Philippe, 100. Bernard, 100. Bach, 100. Norbert, 50.

ALSTHOM-ATLANTIQUE ST-NAZAIRE : Chaudronnier MBC, 50. Chaudronnier, MBAP, 20. Soudeur MBC, 20. Chaudronnier MBC, 20. Soudeur MBC, 20. Soudeur tôlerie, 20. Soudeur tôlerie, 30. Chaudronnier MBC, 10. Serrurier MBC, 20. Chaudronnier MBAP, 10. FPA soudeur, 30. Chaudronnier MBAP, 20. Chaudronnier MBC, 20. Chaudronnier MBC, 20. Ajusteur MBC, 20. Serrurier MBC, 5. Electricien MBC, 50. Chaudronnier MBC, 10. Chaudronnier MBC, 10. Soudeur MBC, 10. Chaudronnier MBC, 5.

ROUEN : Campiny, 100. Thuillier Jeanine, esclave du système, 20. Catherine, 100. Fabienne, 10. Marilyn, 20. Georges, 30. Jeanine, 30. Jean-Marc, 40. Retraités sympathisants, 500. Daniel Zyngier, 200. Anonyme, 200. Une sympathisante, 20. Un employé SNCF, 10. Un travailleur de Cléon, 70.

LE HAVRE : Cantais, 10. Cantaus, 10. Duteurhe, 10. Deneuve, 40. Lemesle Claude, 20. Debrucq, 50. Hercouet, 20. Deux sympathisantes vendeuses, 20. Le Gad, 20. Jean-Marie prof, 100. Catherine, prof, 50. Des sympathisants, 200.

BOURGTHEROULDE (27) : Claude, 30. Annette, 10. Lemenicier, 20. André, 10. Carvalho, 10.

GIPELEC - CAUDEBEC-LES-ELBEUF (76) : Parmentier Thérèse, 10. Huguette Debail, 15. Ali Mérabet de l'atelier B, 5. Yvette Conchis des N3, 10. Annick Egasse de l'atelier B, 5. Nelly Vallée, des R6, 10. Bocasse Gomis du broyeur, 10. Josiane Cave des R6, 5. Roger Montrolet, 10. David des N3, 5. Pour arrondir, 1. Ducoing, militant Ligue des droits de l'homme, 10. Gisèle Leblond, 5. Jourdain Jacqueline, ouvrière DPI, 10. Harent Jean-Marie, ouvrier au broyeur, 10. Marie-Claude Deleigne, 6. Patricia, ouvrière aux R6, 10. Miguel, 20. Christiane, secrétaire, 10. Zineb, employé nettoyage, 10. Martine des R6, 10. Thérèse, employée, 10. Jacques Lecasble, des poubelles, 5. Marie-Rose Aran, agent de maîtrise, 10. Simone Potel, des Illigsn, 10. Lantoine Joëlle, 10. Huguette Ducastel, 10. Joseph Kulas, régleur, 10. Paulette Grégoire, 10. Lecoq Patrick, de la solution, 10. Béatrice de l'atelier B., 10. Michel du magasin sud, 5. Lorquin Abel, 80. Jeannette Solem, du DPI, 5. Jean, régleur aux PAC, 10. Laurence Gourdeau, des N3, 10. Jeanine, 10. Lucette Guichet, des R6, 10. Hélène Yge, des N3, 5. Godefroy, 3. Alain Delaunay, avec tous mes vœux, 5. Paulette, 10. Pour Arlette, Philippe Depinay, 10. Un agent de maîtrise, 10. Lallemand Daniel, 10. Colette Bruke du B., 10. Francis Langlois, régleur, 5. Auguste Gomis, du HL, 11. Ollia du B., 10. Jacques Debock, régleur cariste, 10. Patrice Beaudoin, cariste HL, 10. Rosette Goujon du DPI, 10. Boukhari Ben Aïssa, 10. Merabet Mouloud, régleur au B, 10. Jeannette Cavillon, du magasin sud, 5. Jacques Leboucher du service entretien, 10. Pierrot, régleur aux R6, 5. Lionel Leblond, ajusteur, 10. Solange Blot, service pièce rechange, 5. Thérèse Martin du DPI, 10.

BORDEAUX : Hergueta Pleche, 100. Cabardos Maryvonne, 170. Bourgelas, 100. Mon dentiste, 50. Une copine, 25. Philippe, 50. Jean-Marie, 20. Agnès, 10. Florence, 50. Massicard Abel, 40. Bahuault, 50. Annie, 100. Annie, 40. Christiane et Sylviane, 20. Yvette, 25. Mounissens Colette, 50. Daniel et Catherine, 50. Jean de Libourne, 50. Un prof de Libourne, 30. Franck, CES Floirac, 20. Véronique, CES Floirac, 30. Christine, CES Floirac, 40. Sœur d'une copine de Pau, 100.

HOPITAL SUD - BORDEAUX : Une ASH, 30. Monique Ahmed, 30. Une ASH, 15. Georges, 30.

CRAMA - BORDEAUX : La reine du tango, 10. Geneviève, 200. Roro, 30. Audouin Ch., 30. Josette, 20. Une marchande des 4 saisons, 10. Mireille, 10. Stéphapha, 10. Françoise, 10. Maryse, 10. Marie-France, 30.

ANGOULEME : Kathy, 150. Un spéléo révolté, 100. Un prof sympa, 10. Pour les minorités, 10. Mère d'un copain, 50. Aragones Nathalie, 10. Aragones Béatrice, 10. Une copine, Maryline, 10.

BOURGES : Un instit., 50. Antillais, 30. Une mère de famille, 20. Un copain de LO de Rosières, 20. Une aide-soignante, 20. Une copine du CFA, 10. Bernard, 100. Un Michelin, 10. Un prof, enseignant du technique, 50. Michel, 100. Blé, 10. N., 10. Liab, 15. Anonyme, 8,50. Guyard, 10. Madeleine, 100. François, 25. Michaud, 100. A., 1,50. Gautier Simone, 10. Anonyme, 20. Un ouvrier immigré d'accord avec ceux qui défendent les pauvres, 100. Annie Blois, 50.

VIERZON : Marie-Paule Laffont, 50. Ex-militant PC, 10. Un ouvrier du bâtiment, 10. Une copine de l'hôpital, 50. Les parents d'une copine, 50. Une patronne de café, 50.

DE LA NIEVRE : Adrien Primery, 10. Papotier André, 10. Une enseignante, 100. Un enseignant, 100. Un travailleur Alsthom-Atlantique Nevers, 30.

LIMOGES : Martial, 10. Christine, 10. Marc, 10. Vivien, 10. Françoise, 10. Gilbert, 10. Pipelune, 10. Anonyme, 10. Un cheminot, 10. Un camarade, 30. Un cheminot, 20. Un enseignant de la Creuse, 50. Un agriculteur de la Creuse, 5. Un « pétrolier » de la Creuse, 40. Alain, instituteur, 100. Une mère de famille, 10. Maryse, lycée agricole, 10. Anonyme, 10. Jean Nachin, 100. Alexis, 10. Anonyme, 10. René, 20. Anonyme, 100. Par démocratie, 100. Richard, 100. CHS Esquirol, 200. Michelle, 100. Yves, 50. Un étudiant, 10.

ORLEANS : Renaux Janine, 100. Geet Yvelain, 50. Un prof, 45. Une sympathisante, 100. Bourreau, 100. Duchemin, de l'Indre, 35. Colette de l'Indre, 50. M.B., 100. Gauthier Joseph, 100. Lamiable Michèle, 250. Lamiable Josiane, 300. Cheminot de Sernam, Orléans, 50. Une personne de Pithiviers, 100. Un sympathisant, 50.

DIJON : Un magasinier, 50. Annick, 50. Cathie, 100. Philippe, dessinateur, 100. Un paysan et une paysanne mécontents, 50. Parents sympas, 50. Marie-Odile, 30. Tina, 30. Collègue écolo, 30. Mère de famille, 30. Bernard Besson d'Auxonne, 50. Deux Auxonnois sympathisants, 50.

LE CREUSOT : Un retraité, 100. Un sympathisant, 20. Un sympathisant, 25. Michel, 100. La fleur, 5. Larose, 10. Lansak, 10. Un sympathisant de Mâcon, 150.

Souscription : Total à ce jour : 316.841 F

PARIS : R.B., CNAVTS, 20. Parents, 3.000. Rosan, 200. Anonyme, 100. Jeanine, 100. Une sympathisante, 150. Une sympathisante, 100. Un sympathisant, 300. Une ouvrière de l'hôpital Curie, 200. Un électricien du bâtiment, 100. Mohammed, 100. Hélène, 100. Jacqueline, 30. Véronique Poggioli, 100. Henriette B, 50. Roland, 50. Angelina, 50. Lequere, 20. Pequet, 20. Grassin, 35. Pascal Charvet, 100. X de St-Denis, 5. Germaine, 50. Loulou, 10. Specque, 10. Del, 5. Vezant, 10. Nello, 5. Le Cohn, 5. Pain, 10. Lanard, 10. Raffaillac, 15. Fremaux, 10. Marie-Christine, 20. Maurice Van Duyse, 20. Un sympathisant du Vaucluse, 95. Un lecteur, 5. Une sympathisante, 10. Un lecteur, 5. Dada Gilbert, 15. Colette de Garges, 20. Une institutrice de Gonesse, 25. Daniel, BNP, 100. Institutrice du Thillay, 200. Rausa, 5. Mandonnet, 20. Lemaitre, 5. Technicien Canon, 100. Etudiante Julie, 100. Jean-Luc, 80. Pierrot, 30. Patrick, 100. C.B., 100. Yves, 20. Annie, 10. Louise, 100. Christine, 100. Un lecteur, 20. Un lecteur, 5. Bonnet, 10. Odier, 20. Lévy, 75. Une employée de la CAF, 100. Marie de la CAF, 20. Abdo, ouvrier, 50. Un retraité, 200. Sœur de copain, 50. Poignat, 80. Chignol, 200. Solano Jorge, 10. Françoise, 50. Noël, 115. Chérançon, de la Marne, 50. Du courage Arlette, 20. René, menuisier, 500. Joseph, ajusteur, 300. Une étudiante de Créteil, 20. Etudiant, cité universitaire Nanterre, Daniel, 20. Quesseneur, 30. Leroy, 20. Faye, 250. Gaudin G., 50. Gaudin A., 50. Dominique, étudiante de Créteil, 100. Un étudiant maghrébin, 10. Un autre étudiant de Créteil, 20. Jean-Claude, 100. Fantomas, 50. Jean, 50. R.F., 50. Gilbert, 50. Daniel, 50. Juan, 50, Bès, 15. Jean-Claude, 50. J. et M.B., 250. Retraité PTT, 100. R. Dantec, 200. Christine, 200. Michèle, 100. Suzanne Attal., 50. Solange, 50. Didou, un retraité de La Courneuve, 30. Thoilliez, sympathisant de La Courneuve, 10. Bianco, La Courneuve, 10. Balbure Jean, de Noisy-le-Sec, 500. Un noiséen, 100. Martine, 100. Laure Anna, 300. Jean-Claude Maulard, 200. Une employée de l'Abeille-Paix, 200. Laner, 50. Schup, 50. Roger de La Courneuve, 50. Hoover C., 100. Brenot J.C., 40.

FACULTE DE NANTERRE : Un étudiant sympathisant, 200. Patricia, 25. Un autre étudiant, 10. Un futur médecin exilé en Ardèche, 300.

LEP ROMAIN-ROLLAND - LES LILAS (93) : Forni J., 100. Borowski, 30. Marie-Claude, 50.

LYCEE TECHNIQUE JEAN-MACE - VITRY (94) : Valerre, 10. Nathalie, 10. Pierre, 100. Nadia, 25. Gilbert, 10. Marie-Jo Peltre, 100. Florence Dixmier, 200. Françoise Costes, 20.

UAP LE PELETIER - PARIS : Claude Misson, 50. Marc Fitton, 10. Richard Jean, 20. Une employée, 10. Dumoulin, 50. Brezult Claudie, 50. Une employée CGT, 10. Matthey Doret, 50. Beuhain, 50.

TRI PLM - PARIS : Lemaire Christian, 20. Maizeroi, 5. Patrick, 25. Olivier, 50. Auster, 20. Jalabert, 20. Brigitte, 10. Philippe, 15. Serge, 20. Jacques, 50. J.D. Delobel, 20. Franzy, 20.

SKF - IVRY : OS, René, 15. Travailleur immigré, 20. Ouvrier pour la démocratie, 25. Aslanian, Paris, 50.

HOPITAL STE-ANNE - PARIS : Arzika, 100. Levet, 10. Guilleminot, 10. Deloë, 100. Denise Pavi, 100. Bahri, 20. Guillot, 50. Crantor, 13. Tuquem, 10. Verrey, 10. Eulalie Dijoux, 100. Françoise, 10. Khouri Ahmed, 15. Khurusal B., 15. Shaalich Fatah, 20. Viviane S., 100. Sylvie C., 50. Catherine J., 40. Florence, 10. Micheline Turban, 50. Annick Marmot, 20. Jean-Marie Godde, 150. Laurent, 2.000. Pour arrondir, 2.

RNUR - BILLANCOURT - DEPARTEMENTS 14 et 49 : José, 500. Dedi, 100. Jacques, 100. Claude, 100. Jean-Pierre, DT 54, 100. Michel, 100. Patrick, DT 54, 100. Alexis, 100. Peroux, 100. Didier, DT54, 50. Renée, labo, 50. Pierrot, mécano, 50. Breuil, DT 70, 50. Géraud, DT 59, 30. Jean-Pierre,40. Jeannot, 70. Potier,DT, 30. Chabla, 30. Christiane, 30. Victor, 50. Jean-Pierre, 50. Frédéric, 50. Serge, RATP, 10. Georges, RATP, 10. Paul, DT 54, 10. Contrôleur, 10. Hamlat DT 12, 10. Mosly, DT 12, 10. Patrick, 10. René AFF DT 14, 10. Bessa, 10. Paul, 10. Christiane, 30. X, DT 57, 20. Dédé, 50. Konick, DT 14, 30. Claire Lecombre, 20. Hapian, DT 14, 50. X., DT, 14. Hadj Ali, DT 70, 10.

RENAULT - DEPARTEMENT 14 : Leprévost,15. Marinkouich, 15. Granier, 10. Loiseau, 10. Kavafian, 100. Jo Roland, 100. Da Silva J., 15. Travailleur du 14, 10. Hamidou, 10. Nilagre, 10. Jankovic, 10. Kanouche, 10. Soutien, 10. Vérificateur au 70, 10. Siakhasone, 20. Zedani, 10. Fuentès, 10. Plantard, 10. Sierra, 30. Guihard, 15. Chian, 10. Ouhammach, 10. Yasidi, 20. Bingo, 10. Vallade, 15. Ouabdellkader, 10. Cadoret, 20. Travailleur Ile Seguin, 20. Hammoudi, 10. Travailleur du 14, 25. Epinou, 10. Losada, 20. Gomis, 15. Mahmadou, 10. Noël, 10. Laurent, 10. Jacotin, 5. Da Silva Manuel, 10. Deudon, 10. Un pote du 14, 60. Thébaud, 10. Georges, 10. Hedi, 10.

CREDIT LYONNAIS - SAULNIER - PARIS : Gehant Claude, 50. Gil Micheline, 10. Un employé, 10. Une employée, 10. Une employée, 10. Une employée, 10. Une employée, 25. Une employée, 10. Une employée, 5. Une employée, 10.

LES COPAINS DE RAYMOND - CITROEN : 23 personnes, 105.

GAN - PARADIS - PARIS : Alain, 100. Christiane, 20. Gilles, 50. Catherine, 20. Mariet, 20.

VOIR SUITE PAGE 8.

Les présidentielles

Les hommes de Mitterrand

Mitterrand encadré par Lionel Jospin (à gauche) et Paul Quilès (à droite). (Ph. AFP)

CERTAINS sont socialistes de fraîche date et ont connu une promotion foudroyante en l'espace de quelques années. D'autres sont arrivés au PS dans le wagon de Mitterrand au congrès d'Epinay en 1971. Mais les uns et les autres ont été choisis par le seul Mitterrand, qui les a mis sur orbite. Leur carrière, ils la lui doivent et ils le savent. Conseillers économiques de Mitterrand ou dirigeants du parti, ils sortent pratiquement tous d'un même moule : les grandes écoles, l'ENA en particulier, qui les ont façonnés en hauts fonctionnaires avant qu'ils ne se dirigent vers un parti paraissant en pleine ascension et proche du pouvoir.

Voici une petite galerie de portraits.

Et d'abord, le conseiller économique principal de Mitterrand, en même temps que son directeur de cabinet, Jacques Attali. Parce qu'il a collectionné les places d'honneur à Polytechnique, à l'Ecole des Mines, à Sciences Politiques, il a la réputation d'être efficace, brillant et compétent. En mai 68, ce jeune haut fonctionnaire de 24 ans est sous-préfet en province. Les événements lui passent au-dessus de la tête. Ce n'est qu'en 1973 qu'il entre au PS, c'est-à-dire après le congrès d'Epinay et avec les premiers succès. D'office, il entre à la commission économique du PS avant de conseiller Mitterrand. A 41 ans et sans avoir milité ailleurs que dans des commissions, le voilà à un poste de confiance par la grâce de Mitterrand.

Autre « tête d'œuf » — c'est ainsi, paraît-il, que l'on appelle les membres du PS truffés de diplômes universitaires —, Laurent Fabius, actuel porte-parole du PS et député de la Seine-Maritime. Ce fils d'un grand antiquaire fait dans la coquetterie, puisqu'il aime à se présenter comme le rejeton d'« un petit marchand d'objets d'art ». Au demeurant, lui aussi a suivi la filière classique, Sciences Politiques, ENA. En 1973, il est auditeur au Conseil d'Etat. Ce n'est qu'un an plus tard qu'il adhère au PS, année de l'élection présidentielle, sans avoir le moindre passé politique. En deux ans, il devient directeur du cabinet de François Mitterrand. En mars 1977, on lui offre une place de maire-adjoint dans une municipalité tenue de longue date par le PS, à Grand-Quevilly. L'année d'après, en mars 1978, il y est élu député. S'attachant à mettre ses pas dans ceux de Mitterrand, cela lui a réussi jusqu'à présent : il est après le congrès de Metz en 1979, un de ses principaux lieutenants.

Paul Quilès est peut-être moins connu. Il n'en est pas moins le responsable de l'organisation et des fédérations, poste clé. Ce polytechnicien de 41 ans, haut cadre de la Shell, est député de Paris depuis mars 1978. Cela fait à peine cinq années qu'il était au PS. Il est vrai qu'en comparaison de Fabius, il fait figure d'ancien. Il sort de Polytechnique.

Premier secrétaire du PS après l'annonce de la candidature de Mitterrand, Lionel Jospin réunit les mêmes caractéristiques : Sciences Politiques, ENA, dont il sort en 1968. A croire que cette école est une annexe du PS, ou vice versa. Il semble s'y être mal plu, tout comme à son poste de haut fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères, qu'il quitte pour devenir maître de conférences en économie à l'IUT de Sceaux, dont il deviendra directeur du département de gestion. Fin 1971, il adhère au PS. En 1973, il entre au Bureau exécutif de ce parti et à son secrétariat national. On peut difficilement faire mieux. A 44 ans, tous les espoirs lui sont permis.

Mais si Mitterrand s'est attaché ces hommes-là, qui lui sont redevables d'une carrière politique fulgurante, il a gardé avec lui des anciens, comme André Rousselet, qu'il a rencontré alors que ce dernier était sous-préfet et lui ministre de l'Intérieur, du temps de la IVe République. P-DG des taxis G7, ce patron, vieux compagnon, occupe une place de confident, bien que n'ayant aucune place officielle.

Autre homme politique fidèle de Mitterrand, Louis Mermaz, qu'il a connu en 1955. En 1956, il fut secrétaire adjoint de l'UDSR, petit regroupement politique dans lequel voisinaient Mitterrand et d'autres vieux routiers de la politique comme René Pleven. En 1966, Mermaz assure le secrétariat général de la Convention des institutions républicaines, formation animée par Mitterrand. L'historien qu'est Mermaz s'est transformé en notable, trustant les postes de député à président du Conseil régional.

Mitterrand n'a pas seulement attiré à lui des hommes vierges en politique. Il a aussi vu venir des hommes politiques de la majorité.

Edgard Pisani en est l'exemple le plus net. Voilà un gaulliste en 1958, ministre de l'Agriculture de De Gaulle, qui se mue en socialiste en 1974, la bonne année, où l'on croyait que des places chaudes dans un gouvernement de gauche attendaient tous ceux qui sauraient prendre le train en marche.

Et puis, il y a Jacques Delors, lui aussi fonctionnaire. Delors fut membre du Conseil économique et social de 1951 à 1962. Après quoi, il fut au commissariat du Plan où il côtoya bien des milieux industriels et bancaires. En 1971, le Premier ministre de l'époque, Jacques Chaban-Delmas, en fait son conseiller économique. En 1974, alors qu'il n'est plus rien du tout et qu'il espère devenir quelque chose, il rejoint le PS. Et le voilà député européen, dirigeant du PS, et Mitterrand pense à lui au cas où il serait élu. Bel exemple de reconversion, pour ce spécialiste de la formation professionnelle...

Pour mémoire, afin de montrer qui gravite dans les sommets du PS, on peut citer : Pierre Dreyfus, l'ancien P-DG de Renault ; Claude Alphandery, grand promoteur immobilier ; Claude Cheysson, membre de la Commission européenne.

Et, « last but not least », Michel Rocard ! Peut-être futur Premier ministre ! Lui aussi est le prototype parfait du haut fonctionnaire. Un homme qui, à la tête du PSU, avait flirté avec l'extrême-gauche en 1968, avant que l'attrait de la soupe l'amène à quitter ce parti, trop petit pour ses grandes ambitions, pour rejoindre d'abord l'état-major de Mitterrand à la tête du Parti Socialiste, et pour tenter ensuite d'évincer son parrain à son propre profit. Un homme qui, tout jeune loup de la politique qu'il ait été, a réussi la performance en 1978 d'apparaître plus rassurant pour les possédants que le vieux renard Mitterrand, en s'opposant, lui, fermement et jusqu'au bout, à ce que la gauche prenne l'engagement d'augmenter le SMIC de façon conséquente, en cas de victoire électorale. Bref, un homme avec un passé du côté de la gauche de la gauche, un présent du côté de la droite du PS, et un futur du côté où il y a une place à prendre.

Alors, autant dire que les travailleurs n'ont pas d'illusions à se faire sur ce que seront et sur ce que feront les hommes de Mitterrand une fois au pouvoir.

Et s'il n'en reste qu'un... je serai celui-là !

Sacré jésuite ! (Ph. AFP)

En réponse à des militants écologistes venus lui demander dans un meeting pourquoi il s'opposait aux « petites » candidatures, Mitterrand a d'abord déclaré que le groupe socialiste et lui-même s'étaient *« opposés à l'adoption de la loi »* ***(la loi votée au Parlement par les députés de la majorité et qui fait obligation aux candidats à l'élection présidentielle d'être parrainés par 500 — et non plus seulement 100 — maires, députés, conseillers généraux).*** *« Cette loi nous paraissait antidémocratique dès lors qu'elle risquait d'écarter du débat des sensibilités qui, bien que minoritaires, comptent dans la vie publique »,* ***a-t-il expliqué.***

Mais *« une fois la loi votée »,* ***a-t-il ajouté,*** *« ce n'était plus à nous de la tourner ».* ***Et Mitterrand, pour une fois, de dire le fond de sa pensée :*** *« Si Michel Debré devait se lasser de sa course impossible, et Marie-France Garaud se retirer, il pourrait y avoir neuf candidats de gauche face à deux candidats de droite. Ces derniers pourraient alors se disputer le second tour ».*

Si nous comprenons bien, la démocratie qui conviendrait le mieux à Mitterrand, c'est que les électeurs de gauche ne puissent librement et démocratiquement voter que pour... un seul candidat, un seul et unique, lui-même, qui aurait alors — c'est évident — bien plus de chances d'être élu.

Comme choisir c'est exclure, lui préférerait d'abord exclure... les autres, pour être sûr d'être choisi.

Alors, il n'a pas voté la loi. Mais il a tout fait pour qu'elle s'applique encore plus rudement !

Sacré hypocrite !

Souscription (suite)

URSSAF - MONTREUIL : Alain, 10. François, 10. Nicole, une collègue, 10. Marie-Jeanne, 20.

DIRECTION JEUNESSE ET SPORT - PARIS : Une employée, 10. Une employée, 25. Une employée, 10. Une employée, 20. Yveline, 100.

BNP - PARIS : Un habitant de Villiers-le-Bel, 30. Un employé, 20. Jacques M., 100. Mireille, 50. Francis, 25. Paul, 20. Un intérimaire, 50.

CIROEN - ST-OUEN : Un travailleur, 100. Un autre, 5. Un troisième, 20. Un quatrième, 5. Un ex-travailleur de Citroën, 30. Un militant CFDT, 15. Un autre militant, 15. Le frère d'un copain, 50. Un ouvrier, 18.

THOMSOM - ISSY-LES-MOULINEAUX : Kessler, 25. Martin, 10. Lafaenza, 10. Stockem, 10.

RHONE-POULENC - VITRY : Louis, 10. Ouvrier immigré, 30. Gérard, 300. Ouvrière, 50. Employée Paris, 50. Ulla Didier, 10. Touzé Dominique, 20. Euraère Minou, 20. Lautier Bernard, 50. Aubry Thierry, 20. Un travailleur 3x8, 10. Un travailleur 2x8, 10. Diderich J., 20. Jean-Pierre Mansy, 100.

USINOR - NEUVES-MAISONS (Meurthe-et-Moselle) : Austasie, 20. Got Pierre, 6. Saccomandi Christian, 10. Ferreira Luis, 10. Burgé Jean-Claude, 10. Fagot Jacques, 10. Claisse Claude, 10. Coudray Lionel, 5. Bouacha, 25. Aïd Amart, 10. Anonyme, 10. Anonyme, 20.

SACILOR - GANDRANGE (Moselle) : Un pontier, 20. Un pontier, 10. Un chef de train, 20. Un conducteur loco, 20. Un accrocheur, 20. Un chef de train, 20. Un aide couleur, 20.

DE LA MOSELLE : Claude, fac de lettres de Nancy, 100. Bromet Claude, Saint-Louis-les-Bitche, 50. X. de Sarebourg, 10. Infirmière de Sarrebourg, 50.

SARREGUEMINES : Jean Clément, 10. Famille Clément, 10. Famille Steyer-Lemberg, 25. Joséphine Rorbach, 20. Keyser Woelfling, 20. Francis Nierderl, 5. Didier Schmitt et Claudine Bach, 80.

TROYES : Martine Gonon, 300. Jean-Louis, 100. Jeanine Odot, 20. Bourgeois Serge, 100. Anonyme, 20. Parisot, 20. Nicole, 50. Hamon, 20. Berthier, 35. Bonhomme Nicole, 20. Dolat, 20. Cartier Joël, 20. Piezko Monique, 10. Berthaux, 10. Germain José, 30. Anonyme, 10. Anonyme, 10. Une ASH, 30. Une ASH, 45. Une ASH, 65. Un travailleuse, 100. Une travailleuse, 100. Un retraité, 20. Joël Petitet, 100. Aristote, 50. Michèle Granier, 200. Dominique Letscher, 200. Un prof, 50. Une travailleuse, 100.

DES ARDENNES : Cabut G., 10. Cabut D., 5. Girbert, 5. Richard D., 5. Leroy L., 5. Dulieu D., 5. Reinck J.-P., 5. Couello P., 5. Pierre P., 5. Jouniaux R., 50. Massart C. 10. Christoforetti, 10. Denis G., 20. Un hésitant de Chooz, 8. Clément Michel, 10.

DIVERS PROVINCE : Lucienne Perardelle, Châlons-sur-Marne, 100. Simone Pérardelle, Châlons-sur-Marne, 50. Delorme Agnès, Orléans, 100. Danièle, Orléans, 50. Serge, Michelin Bourges, 30. GG, Orléans, 50. Michel de Dreux, 40. Anonyme, Le Mans, 200. Bourneuf Huguette, Le Mans, 50. Employée contentieux, Le Mans, 20.

VAUCLUSE : Alberti Yvette, 20. Soutien, 25. Seignon, 50. Anonyme, 50. Tardieu, 10. Anonyme, 50.

DU JURA : Pierrot, 50. Louis, paysan retraité, 20. Maréchal Jacques, 50. Delannoy Claudine, 20. Mignerey Colette, 20. A. Locataire de la ZUP, 10. Institutrice, 15. Alain Girard, 100.

DIJON : Luc, 50. Kiki, 70. Jean-Paul, 10. Jean-Christophe, 50. Sam, 50. Pascal, 50. Richard, 50. Patrick, 50. Georges, 50. Anonyme, 30. Anonyme, 50. Une dame de Chaumont, 100. Patrick, OK avec LO, 40. Sylvie sympathisante, 50. Michel, sympathisant, 50. Mère d'une militante, 100. Anonyme, Dijon, 500. Rousselin, 100. M.O. Dewargelec, 100. R. Hurig, 50. Braconnier, 30.

ANGOULEME : Un étudiant révolté, 10. Contre un monde de mensonges, 10. T., 10. Contre les capitalistes, 15. Un travailleur pour le changement, 10. Un oncle sympa, 45. Copain sympa, 10. Un jeune travailleur, 19. Un prothésiste, 50.

COLLEGE GOND-PONTOUVRE - ANGOULEME : Françoise, 50. René, 50. Dominique, 50.

LEROY-SOMMER - ANGOULEME : Un travailleur, 25. Un travailleur, 25. Un travailleur, 50.

LIBOURNE : Pierre et Mireille, 100. Une maman en colère, 30.

BORDEAUX : Sophie, 50. Mireille, 20. Louisa et Michel, 100. Soutien réunion du 20.3.81, 200. Pierre C., 20. Catherine, 10. Un sympathisant, 15. Ninote, étudiante, 20. Pinocchio, 50. Un ancien de Silvallac, 20. Sympathisant socialiste, 20. Donne mais pas convaincu, 10. Philo, 100. Condouant H., 10. Didier, 50. Malaty Père, 50. Un prof, 50. Des parents, 100. Copains de Pessac, 10. Joséphine, Pessac, 30. B.I., 20. Un chômeur, 10.

HOPITAL SUD - BORDEAUX : Séraphine, 20. Titoune, 10. L.G., 50. Fanfan, 10. Laperle, 10. Odile, 10. Pierre, 50. Chantal, 55. Guillon Georges, 10. Fille sympa, 20. Claudine, veilleuse, 10.

CRAMA - BORDEAUX : Munoz, 5. Claude, 10. Danielle, 25.

RENNES : Daniel Insa, 30. Maryse Philippe, 50. Laurence, 30. Marie-Claire, 70. Gilles, 30. Un maire, 100. Brigitte, 150. Annie Jouanneau, 10. Un copain LO, 20. Philippe Perrunel, 20. Françoise Murret-Benoist, 10. Yannick, 200. Sylivie, 50. Bertrand, 50. Danièle, 200. Roland, 200. Loïc, 200. Auffret et Cadalin, 5. Un sympathisant, 100. Julien, agriculteur, 50. Maman d'un militant, 100. Colin, vendeur-livreur, 10. Professeur, 20. Biron, retraitée, 20. J.-Y. Rault, travailleur de CAI, 5. Un retraité, 10. Un maire, 10. Un couple d'instituteurs, 100. Jardin instituteurs, 20. Anonyme, 20. Pallini, chômeuse, 40. Eveillard, chômeuse, 20. Daniel Jean-Yves, 20. Faille Daniel, 10. Un fils d'agriculteur, 10. J. Pascal, sympathisant, 20.

NANTES : Jannick, 50. Une travailleuse, 50. Danièle, 50. La mère auxerroise d'une sympathisante, 100. Thierry, 20. Discrètement, 200. Enseignant technique, 45. Chesnais Arlette, 25. Chesnais Emile, 25. Nadine Chesnais-Franck, 200.

TOURS : Girard, 500. Enseignante, Amboise, 100. L.R., 50. Foucher, 50. L'Héritier, 20. Une étudiante, 10. Un aide-soignant, 20. Un peintre, 10. Lazard, 10. Véronique, 5. Bedouet, 30. Manrique, 100. Patrick, 30. De Brauwer, 10. Chômeur, 35. Bernard, 10. Etudiante, 10. Angelot Claude, 10. Institutrice, 100. Institutrice, 50. Leroy, 10. Aubry, 100.

ANGERS : Etudiant, 25. Vincent, 20. Machin, 100. Péa, 10. Bonjour, 60. Claudine Mortreau, 30. Boussard J.-L.. 30. Sabard G., 30. Rousseau A., 30, 50. Maugey A., 50. Borthoud Ch., 50. Marzin P., 50. André Marc, 170. Fourreau N., 50. Grignon L., 30. Reddé, 20. Boutaud, 10. Renault, 10. Haudeline, 6. Monique Bercé, 100. Une ménagère, 20. Employée UAP, 100. Isabelle, lycéenne, 30. Un copain, lycéen, 100. Délégué CGT, 50. Un chômeur, 40. Nicole, 30. Employé Euromarché, 20.

CEGEDUR - ANGERS : C.D., 50. C.P., 100. A.N., 20. M.P., 50. C.L., 20. C.G., 20. P.P., 50. D.G., 30.

DBA - ANGERS : O.S., 60. Ferron professionnel, 100. Professionnel, 50. OS, 30. Contrôleur, 20. Employée de bureau, 30.

ANGERS CHU : Employé, 100. Infirmière, 50. Infirmière, 75. Pour arrondir, 5.

CHOLET : Une instit, 215. Nanard chômeur, 10. Diffuseur journaux, 20.

MICHELIN - CHOLET : Ouvrier, 100. Ouvrier, 100. BZH, 15. Militant politique, 10. René, 10. Philippe, 30. Mimile, 10. Intérimaire, 50. Emery Jacques, 20. Emery André, 100.

POITIERS : Préchard, 100. Un sympathisant, 50. Une copine, 15. Jean-Pierre, 10.

VITRE : Anonyme, 30. Un ouvrier Citroën, 20. Un ouvrier, 20. Mère de famille, 15. Ouvrier Citroën, 15. Une famille ouvrière, 10. Une famille ouvrière, 20. Une assistante maternelle, 20. Une ouvrière d'usine, 25. Mère de famille, 30. Une théâtreuse populaire, 15. Un ouvrier maçon et sa femme, 50. Une travailleuse, 10. Daniel, apprenti, 50.

SAINT-BRIEUC : Bruno, 15. Sympa ext.-gauche, 5. Electeur d'Arlette, 50. Christine, 50.

CHAFFOTEAUX - SAINT-BRIEUC : Guy, 5. Joëlle, 5. Robert, 10. Jacky, 10. Gilbert, 20. Maryse, 10. Hervé, 5. Monique, 5. François, 10. Daniel, 10. Gérard Romain, 10. Didier, 5. Michel, 20. Pierrick, 10. Moy, 5. Yolande, 5. Loïc, 10. Alain, 5. Arthur, 10. Jean-Philippe, 5. Christian, 10. Jean-Paul, 5. Monique, 5. Ozier-Lafontaine, 10. Pascal, 5. Gilles, 10. Christian, 5.

SAINT-NAZAIRE : Anne-Marie, 30. François, 50. David, 30. Hélène, 100. Une lectrice, 30. Josette, Pornichet, 100. Edouard, Pornichet, 100. Patrick, Besné, 15. Une lycéenne, 10. Jeanine et Daniel de Guérande, 20.

ALSTHOM-ATLANTIQUE - SAINT-NAZAIRE : Un visiteur entretien, 30. Un courantin entretien, 20. Electricien sous-traitant EMI, 50. Un dessinateur entretien, 30. Une bibliothécaire navale, 65. Un travailleur naval MPR, 10. Un horloger entretien, 10. Un ajusteur entretien, 10. Un visiteur entretien, 30. Un électricien entretien, 20. Un visiteur entretien, 20. Raymonde, 50. Soudeur atelier, 56,50. Soudeur, 56,50. Charpentier, 56, 10. Soudeur mécanique, 20. Découpeur à bord, 50. Charpentier, 56, 50. Soudeur 56, 50. Charpentier, 56, 10. Echafaudeur, 56,10. Soudeur, 56,15. Soudeur, 56,10. Charpentier, 56,10. Soudeur, 56,10.

LORIENT : Pour Arlette, 50. Pour le soutien à AL, 30. Une copine, 10. Pour le soutien, 20. Une étudiante, 30. Une étudiante, 20.

PARIS : Thierrey, 100. Lacombe, 30. Soutien, 50. Une sympathisante, 300. Guidez Simone, 200. Leborgne Marc, 200. Leborgne Francis et Nicole, 250. Charlamu Marianne, 20. Burel, 100. Taffin, 100. Lefaut, 30. Edith A., 50. Fred Guikovaky, 400. Monique Cheval, 100. Sylvie, 10. Dhyanna, 10. Patricia, 50. Marie-Claude, 200. Lucien, 100. Florence, 10. Germaine, 10. Denis, 100. Richard Denis, 20. Francine (6e), 20. Une militante, 1800.

BNP - PARIS : Szollosi Bernard, 50. Hennet Daniel, 30. Une employée de banque, 50. Une employée, 20. Une employée, 20. Une employée, 20. Un militant SDB, 50. Employée, 25. Employée, 10.

MEETING MUTUALITE 27 MARS : M.G., Aubervilliers, 200. C.L.E., Paris 19, 100. Caplan, PCF, secrétaire CGT, 10. Un ami, 10. Un soutien, 4. Thierry Delaunay, 100. Gilles Lesault, 12. Laurent Liberman, 200.

COLLECTE MEETINGS MUTUALITÉ DU 27/3 : 10, 115, 55

PTT - AUBERVILLIERS (93) : Un employé, 200. Un employé, 50. Un collègue, 100. Un sympathisant, 300.

VIA - ASSURANCES - PARIS : Michèle, 40. Alain, 20. Sadia, 50. Michel, 30. Dominique, 10. Andrée, 10. Rose-Marie, 30. Laurence, 10. Anonyme, 10. Méziane, 30. Liste perdue, 200. Un espoir, 300.

THOMSON - COLOMBES (92) : Josiane, 200. Felicia, 50. Liliane, 20. Ghislaine, 50. Christiane, 25. Cathy, 30. Ourard, 30. Olga, 20. Christiane, 25. Laurent G., 25. Marcel, 30. Guy, 20. Mireille, 30.

THOMSON - CSF - ISSY-LES-MOULINEAUX (92) : un ajusteur, 10. Un ajusteur, 10.

CRAMIF - PARIS 19 : M. Peschaud, 500. Zago, 100. Rogeret, 20. Daurat, 50. Guillemin, 20. Danièle Havard, 100. Patricia Raidgick, 20. Guerni, 20. Monique Quentier, 20. Michel Rivière, 15. Colin Michèle, 20. M.A. Mire, 20. C. Belcombe, 10. D. Villanova, 30. Lebihan, 10. M., 10. Charruault, 10. Bodin, 20. Detrez, 10. Ceintures, 45. Eck, 10. P. Hélias, 50. M.L., 50. M. Sévenans, 30. C. Hemelin, 15. Catherine Podgorny, 100. Anonyme, 30. J.-Cl. Rohée, 50. J.-J. T., 5. J.D., 20. F.L., 10. Janisson, 30. R., 17. Ceintures, 35.

CGCT - MASSY (91) : Goffinet, 50. Travailleur, 30. Roussin, 15. Bazilé, 10. Technicien, 10. Employé, 10. Employé, 10. Esnault, 50. Technicien, 10. Une ouvrière, 15. Dessinateur, 15.

THOMSON - GENNEVILLIERS (92) : Mohamed, 280. Nicolas, 50. Lazare, 50.

CHAUSSON - ASNIERES (92) : Marc, 100. Assi, 20. Basini 12. Alvarez, 50. Tartine, 18.

ROUEN : Rouen SNCF, 10. Marie, 100. Lyliane, 100. La mère de Philippe, pour qu'Arlette parle plus souvent à la TV, 30. Valtin, 20. Löeber, 40. Löeber, bis, 20. Totor, 10. X., 100. Varin C., 10. Varin O., 10. Michel P., 100. Employé CHR, 20. Employée CHR, 20. Ouvrier agricole, 20. Anonyme, 10. Sympathisant, étudiant étranger, 20. Pour les idées révolutionnaires, 150. Pour la démocratie, 100. D'une retraitée, 15. D'un retraité, 20. Mère sympathisante, 250. Jo et Françoise, 150. ASH, Hôtel-Dieu, 50.

C.P.A.M. - ROUEN : Employée de bureau, 50. Employée de bureau, 10. Un employé, 10. Un employé, 10. Michel. par souci de démocratie, 100. Catherine, 10.

R.N.U.R. - CLEON : Mebreck, 10. Max, 5. Christian, 50. Isaac, 5. Jo Eteve, 10. Droyer, 10. Safsaf, 5. Dyhun, 5. Duchesne, 5. Devaux, 10. Fernand, 5. Lion, 7. Toussaint, 20. Alain, 5. Malim Lahoussine, 20. Bousseron, 10. Corbeau, 5,10. Boubaïa, 10. Oeil de lynx, 5. Deschamps, 10. Marquès, 10. Gill, 20. L'Arménien, 5. Vieux Bled, A, 15. Gazier, 50. Turpin, 10. Picard, 10. Bernard, 30.

C.K.D. - RENAULT - GRAND-COURONNE : Jean-Pierre, 100. Bibiche, 25. Copine de boulot, 10. Jean-Pierre V., 50. Jean-Claude, 50. Daniel, 20. Jojo, 10. Nénesse, 10. Dominique, 10. Chantal, 10. Jeanine, 10. Patricia, 10. Jean-Paul, 20. Sylvain, 10. Paris Jean-Pierre, 200. Patrick Renault, 200. Milenco, 10. Alain, 20. J., 15. Martial, 10. Roger, 15. Raymond, 50. Dominique, 16. Alain, 20. Christian, 10. André, 10. Etam, 30.

C.H.U. - BOIS-GUILLAUME : Brigitte, 20. Monique, 20. Jocelyne, 20. Nadine, 100.

GIPELEC - MAZDA - CAUDEBEC-LES-ELBEUF : Gisèle Pagny de l'habillement, 10. Mendy Dominique, des mises en pâte, 10. Gomis Dominique, R6, 10. Manuel Pesados, cariste du B, 5. Robert Lecuyer du HL, 10. Georges Cordier du broyeur, 20. Madeleine Reaute, retraitée, 10. Lucienne Léger, mises en pâtes, 5. José Mesnil, employée intérimaire, 10. Denise Zazou, des R6, 5. Un ajusteur entretien, 10. Chérif ouvrier aux Illigs, 5. Eliane Lemonier des Illigs, 10. Solange Derkx des R6, 10. Jean Bethencourt de la solution, 10. Une employée incognito, 10. Jacqueline Alexandre des Illigs, 10. Jean Stani, tourneur P3, 10. Marie-Claude Legalais, des R8, 15. Rousseau du DPI, 10. Gueye Djabel du zinc, 5. Catherine Férié, employée de nettoyage, 10. Diop Sada des Pacs, 3. Claude Potoski du magasin sud, 10. Andrée Mathoux, du DPI, 10. Martine Lenormand, 10. Boussebissi Saïd, du magasin sud, 10.

TOULOUSE : Daniel, 50. Eloa, St-Céré, 100. Une travailleuse de Figeac, 100. Soutien à Arlette, Nice, 500. « Pour la révolution », 100. Père militant, 50. Un chercheur du Laas, 100. Pour Arlette, mère d'une militante, 200. Ajammes, caissière Monoprix, 50. Un acheteur du journal, 100. Un stagiaire FPA, 20. Une sympathisante, 60. Une laborantine, 20. Une lectrice, 5. Mère d'une sympathisante, 10. Une laborantine, 20. Denise et Jacques Julien, 200. Sympathisants, 65. Bravo !, 50. Maman de révolutionnaire, 50. Vive la révolution, 10.

A.P.C. - TOULOUSE : 3x8, 10. Un travailleur, 10. 3x8, 10. 3x8, 10. 3x8, 10.

S.N.I.A. - TOULOUSE : Un dessinateur, 20. Dessinateur, 10. Dessinateur, 10. Toussaint, 60. Sympathisants Muretains, 200.

CITEC - TOULOUSE : Alain, 50. Lucien, 30. Lefèvre, 20. Gisou, 30.

I.N.S.A. - TOULOUSE: Remond Ph., 10. Remond G., 10. Pour les petits partis, 10. X., 5. Pour la démocratie, 5. Pierre, sympathisant, 50. Cornou PA, 5. X., 5. Henri, 20. Pelenc Vincent, 5. Ma sœur convaincue, 30.

DU TARN : Sudre, ouvrier, 20. Mégissier, 10. Mégissier, 10. Un maragos, OS, 100. Mégissière, 40.

SAINT-GAUDENS (HAUTE-GARONNE) : M. Cid, 30. Dufo, 100.

CARCASSONNE : Deux symphatisants, 50. Coccinelle, 50.

MONTPELLIER : Une institutrice, 10. Mère d'une copine, 50. Marianne, 20. Claire, 15. Une autre Claire, 15. Une sympathisante, 50. Anne-Marie, 30. Militant LCR, 10. Martine, 20.

MARSEILLE : Annie Lagarde et Christine James, 100. SNIAS de Marignane, 50.

CHANTIER DE LA CIOTAT : Plaza, 10. Calabuig, 10. Un sympathisant, 50. Soudeur du chantier, 30.

CHAMBERY : Garcia Bernard, 30. Un sympathisant, 50. Un camarade, 3.000. Andreu Michel, 50. Andreu Nadine, 50.

GRENOBLE : Patrick, 20. Françoise, 60. Barbe brûlée, 50. Pilar, 30. Angèle, 20. Resende, 100. Carle, 100. Désiré (métallo), 300. Une mère de Chambéry, 50. Langeron, 20.

PONT-DE-CLAIX - GRENOBLE : Danielle, 30. Jacques, 5. Nicole, 10. Pierrette, 10. Monique, 10. Jean, 5. Jojo, 10. Muriel, 10. Geneviève, 10.

MONTBELIARD : OP, Sochaux, 50. OP, Sochaux, 50. OP, Sochaux, 50. OS, Sochaux, 20. Hélène, hôpital, 500. Infirmière, 150. Norbert, cycles Peugeot, 100. Jacky, cycles Peugeot, 50. Paulette AOP, 50. X., 50. Un ouvrier Peugeot, Lure, 55. Bernard de l'Alsthom, 100. Gisèle de l'Alsthom, 20. Une infirmière, 50. Laroche, 10. Alain, 50. Gérard, 10. Un technicien, 10. Un instit de la vallée de la Loue, 300.

BELFORT : Barrey, 100. Un prof, 20. Enseimier, 100. Jean-Claude et Chantal, 100.

BESANÇON : Bernard, 50. Alain, 50. Une AS, 25. Une ASH, 25. Daniel, 200.

MULHOUSE : Une tante sympa, 30. Véronique, 400. Claude, 50. Un internationaliste turc, 10. Risbourg, 25. Marcel Schmitt, 20. Florence, 25.

PARIS : Carn, PTT, 100. Hubert, mère de famille, employée EDF, 100. Dermato sympa, se sentant concerné, 100. Danielle, Ris-Orangis, 50. Eolambel, Montgeron, 20. Philippe, instituteur, Etiolles, 10. Wolf, 100. Rueff, 1.500. Furic, 20. Chattelee, 30. Camarcat, 100. Struck, 50. Lefebvre, 10. Deiss, 5. Hervé, 10. Lelouch, 5. Ibersiene, 5. Le Poulain, 5. Brauque Annie, 10. Thurotte, 10. Rutulo, 20. Natian, 20. Samaro, 15. Marker, 10. Monique, 50. Régine, 15. Vincent, 40. Anonyme, 50. Montmaur, 15. Luhr, 10. Rousseau J., 10. Barbier, 50. Gilles, 50. Grosbois, 10. Patron, 10. Jeannette, 400. Un agent PTT, 100.

SNCF - DEPOT - PARIS SUD-OUEST : Balause, 200. Portier, 30. Pichini, 10. Turmel, 20. Marin, 20. Terrade, 20. Carbonne, 10. Petit D., 10. Jabet L., 10. X., 10. Un cheminot, 10. Puyo, 20. Léonard, 20. Coutrillon, 20.

SNIA - LES MUREAUX : Hercend, 20. Dumesnil, 20. Enjalbert, 10. André, 20. Bertonnier, 20. Morvan, 10. Jean, 20. Balet, 100. Pierre, 50. Bernard, 10.

SNECMA - CORBEIL : Berton, 50. Un travailleur, 100. Philippe, 100. Alix, 50. Martinat, 10. Meigner, 10. Valentinis, 20. Dudeffant, 10. Reynaud, 10. Pelletier, 10. Scanu, 10. Lemoine, 10. Coutarel, 10. Lebesque, 15. Rousselle, 10. Duret, 20. Aldo, 10. Lécurier, 10. Jousset, 50. Franc, 100. Petitjean, 15. Lestoux, 10. Buet, 10. Gaudon, 10. Laurent, 10. Tribaut, 20. Bonnet, 10. Berecibar, 10. Goureau, 10. Devergne, 10. Alonso, 10. Pernès, 10. Boulein, 10. Buisson, 10. Daher, 10.

CAF - PARIS-15 : Mainfroy, 50. Sornin, 100. A. Roger, 50. Philippe, 50. Bernadette C., 50. Raymonde J., 50. A. Normand, 30. Bigot, 50. Jacqueline, 30. Lulu, 20. Thierry, 30.

LYON : Une sympathisante, 100. Une sympathisante, 200. Une secrétaire, hôpital Crois-Rousse, 50. Une laborantine, 50. J.P. et G. Coulomb de l'Ardèche, 100. Une travailleuse et Delle, 50. Un ajusteur d'Annecy, 20. Frère d'un copain, 30. Teppe Jean-Louis, 10. Grard Emmanuel, 10. Baraud, 10. Parent d'un sympathisant, 50. Employé RVI, 300. Martineau, 20. Janine, sympathisante, 100. A. Langlois, 100. Arset, modestement mais plein d'espoir, 40. Maret, soutien à un petit parti, 30. Une employée, 200. Guignard Lydia, 50. Narmard Janine, 10. Martine, 50. Gilbert, 100. Roland, 70. Sympathisant EDF, 200. Lectrice Villefranche, 50. Daniel, 50.

CREDIT LYONNAIS - RILLIEUX : PM, 30. D.G., 20. Salsa, 50. Mammeri, 10. Une employée, 100. Traffet Josiane, 30.

HOPITAL HERRIOT - LYON : Laborantine, 10. Barut, 62.

DELLE-ALSTHOM - VILLEURBANNE : B.A., 20. Un ouvrier, 10. Un ouvrier, 10. Paucet, 20.

RVI - VENISSIEUX : Un ouvrier, 30. Un ouvrier, 7. Un ouvrier, 15. Fremillon, 50. Un ouvrier, 30.

JEUMONT-SCHNEIDER - LYON : Camille, 10. Soutien, 10. David, 10. Soutien, 5. Un marchand de pommes, 10. Futur retraité, 5. Un sympathisant, 10. Soutien, 5. Velod Daniel, 20.

ROANNE : Le Bouteillec, 10. Une sympathisante PS, 5.

Les présidentielles

Mendès à la rescousse

MITTERRAND vient d'obtenir la caution publique de Pierre Mendès-France. Au Club de la presse d'Europe n° 1, ce dernier a dit apporter son soutien sans réserve au candidat socialiste, dont les idées, a-t-il dit, l'ont « intéressé et séduit ».

Et Mendès-France, ce n'est pas n'importe qui. De même que Giscard et la droite ont fait donner à l'occasion le vieux Pinay, de même Mitterrand et la gauche invoquent volontiers Mendès.

D'abord, il n'est pas tout jeune — 74 ans — et a la réputation d'avoir la prétendue sagesse de son âge. Mais surtout, c'est un homme d'Etat de la bourgeoisie, avocat, député, conseiller général, puis sous-secrétaire d'Etat au Trésor dans le cabinet Blum de 1938, commissaire aux Finances dans le gouvernement d'Alger de 1943, ministre de l'Economie nationale de De Gaulle en 1944-1945, président du Conseil même, dans les années 1950, puis encore ministre des Affaires étrangères en 1954-1955 (quand a commencé la guerre d'Algérie), et enfin ministre d'Etat de Guy Mollet en 1956. Si Gaston Defferre avait été élu président de la République en 1969 — malheureusement, il n'a eu que... 5 % des voix ! — Mendès aurait été son Premier ministre !

Et puis Mendès, surtout, c'est un homme d'Etat bourgeois qui se prétend de gauche mais a toujours manifesté son hostilité à toute alliance avec le Parti Communiste. D'où l'appui ostensible qu'il offre aujourd'hui à Mitterrand, alors que l'un des problèmes de Mitterrand, c'est de persuader une partie des électeurs centristes qu'il n'est en aucune manière l'otage du PCF.

L'opération Mendès — petite opération certes — est de toute évidence destinée à accroître les chances de Mitterrand de gagner quelques voix du centre, de ces voix que la caution de Mendès pourrait rassurer.

Mendès qui se montre, c'est un peu un avant-goût de ce futur gouvernement Mitterrand : un conglomérat de forces tranquilles, et bien bourgeoises !

Et pour ce qui est des propos tenus par Mendès, ils sont bien significatifs aussi. Mendès dit explicitement ce que Mitterrand exprime par sous-entendus. La gauche, si elle vient au gouvernement, mènera-t-elle une autre politique que la droite ? Non. Mendès-France préconise d'ailleurs le même type de mesures que Barre : « L'Etat devrait aider plus fortement un certain nombre d'industries... On pourrait, dans certains cas, réduire les cotisations patronales, qui sont évidemment très lourdes et qui pèsent lourdement sur la trésorerie des entreprises. Les salariés bénéficieraient, dans ce cas, d'une réduction de la durée du travail... En échange de cette réduction de la durée du travail et de la tendance vers les 35 heures, on pourrait envisager un ralentissement de l'augmentation du pouvoir d'achat, par exemple pour les salaires moyens et pour les salaires élevés ».

Avec la gauche aussi, dit Mendès, ce sera une « période difficile », **il faudra des** « sacrifices », **une** « discipline ». **Mais, dit-il,** « Pour que la classe ouvrière accepte les disciplines ou les patiences qu'on lui demandera, il faut qu'elle ait confiance dans le gouvernement ».

La différence donc, entre Giscard et Mitterrand ? Elle est que le premier n'aurait plus la confiance populaire, le « consensus » nécessaire pour imposer les sacrifices. Tandis que Mitterrand, lui, serait mieux placé pour faire passer la pilule.

C'est Mendès qui le dit.

(Photo AFP)

EN BREF

●Pas le moment de mollir

Debré a lui aussi son plan économique. Relance du commerce... amoureux ! Production... de gosses ! Le redressement, quoi ! Et pas d'économies d'énergie !

Et il s'est élevé contre l'argument qu'on lui oppose : ***« Fabriquer des enfants, c'est fabriquer des chômeurs ».***

Rien n'est plus faux, dit-il. Car l'arrivée massive de bambins élargirait le marché du lait, de la laine, des couches-culottes et des textiles... et donnerait ainsi du travail aux ouvriers et aux paysans.

Bref, le plan Debré, ce serait la semence d'un avenir radieux. On en reste complètement bébés.

●Radicalement hésitant

Eric Hintermann, fondateur du Parti Socialiste Démocrate, qui se voulait jusqu'à présent la gauche de l'UDF, se serait décidé à être plutôt la droite du Parti Socialiste et à se rallier, probablement, à la candidature de Mitterrand.

Avant les législatives de 1978, on le voyait paraît-il dans les couloirs de l'Elysée. Ces temps-ci, au contraire, il arpenterait pas mal la permanence de Mitterrand (si l'on en croit le ***Quotidien de Paris,*** *bien sûr, car nous n'avons pas suivi ce monsieur à la trace).*

Pile ou face ? Quand on est socialiste de droite, dans ces périodes électorales où les sondages donnent 50 %-50 %, c'est bien difficile de savoir s'il vaut mieux pencher à droite ou à gauche. Hintermann n'a apparemment rien gagné avec Giscard. Alors, qu'a-t-il à perdre à tenter Mitterrand ?

●Emerger du M.R.G.

Rien ne va plus entre Michel Crépeau (dirigeant du Mouvement des Radicaux de Gauche) et la seconde fédération de son mouvement, celles des Hautes-Pyrénées. Le dirigeant de celle-ci, François Abadie, suivi paraît-il par les deux cents adhérents de la fédération et par son ami René Billières, sénateur et ancien ministre, a décidé d'apporter son soutien à François Mitterrand, dès le premier tour de l'élection présidentielle.

Le « lâcheur » — si toutefois Crépeau maintient sa propre candidature —, député-maire de Lourdes, aurait-il eu la révélation miraculeuse d'une victoire de Mitterrand au second tour ? Et la révélation aussi qu'en appelant à voter Mitterrand dès le premier, il aurait quelque chance supplémentaire d'être récompensé par un quelconque poste ?

Ce ne serait pas un miracle.

●Chères pensées

Marcel Dassault, député gaulliste de l'Oise et surtout un des plus grands fabriquants d'armements du pays, dans les caisses duquel passe une bonne partie de l'argent de nos impôts, se paie à intervalles réguliers des pages entières de grands quotidiens pour exprimer ses pensées. Dans **Le Monde** et **France-Soir** de la quinzaine passée, on a pu lire à nouveau sa prose... publiée plusieurs jours de suite. Et quelle prose !

D'abord, comme Barre, Dassault pense qu'à raison d'un peu de bonne volonté, un chômeur peut devenir petit patron. Passons. Mais encore, il craint que l'extension de la robotique, entre autres le remplacement éventuel des sténodactylos par des machines automatiques, n'aboutisse à un drame, relaté dans le dialogue suivant :

« — Ça sera épatant, mais il y aura tout de même quelque chose que tu ne pourras pas faire avec ta machine.

— Quoi donc ?

— L'embrasser dans le cou. »

Dassault se vante quand il laisse entendre que les secrétaires se laisseraient embrasser dans le cou par une momie aussi décrépite... Mais c'est sans doute ce qui lui reste : les pages de **France-Soir** ou du **Monde.**

Car si les secrétaires ne sont pas si vénales, les directeurs des grands quotidiens, eux, le sont. A raison de 108.500 F la page — ce sont du moins les prix donnés par le service publicité de **France-Soir** —, ils vendent à Dassault les charmes de leurs colonnes.

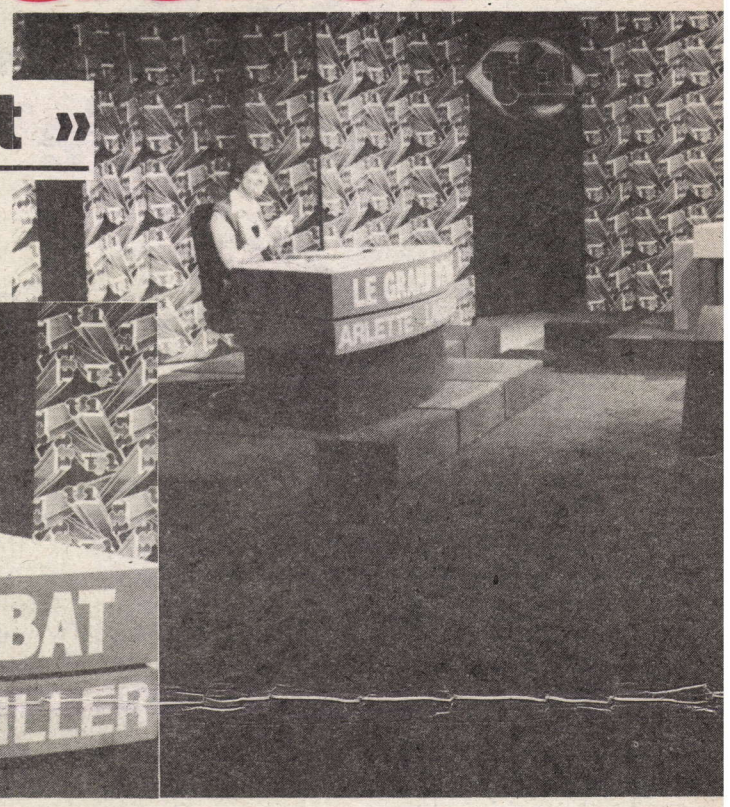
C'est ça, la liberté d'expression !

Le pub de Dassault dans ***France-Soir.***

Les présidentielles

Arlette Laguiller au « grand débat »

Lundi 30 mars, Arlette Laguiller était l'invitée de l'émission *Le grand débat* organisé par TF1. Elle y répondait aux questions de Jean-Marie Cavada, Patrice Duhamel, Alain Fernbach et Yves Mourousi. Voici de larges extraits des réponses de notre camarade.



Je voudrais offrir un autre visage de la gauche

Y. MOUROUSI. — *On se demande un peu ce que vous cherchez en 1981 ?*

A. LAGUILLER. — La même chose qu'en 1974, c'est-à-dire permettre aux électeurs qui ne se reconnaissent pas dans aucun des quatre grands partis, eh bien, de ne pas être obligés de les cautionner au premier tour, afin de ne pas permettre de renforcer le monopole de la vie politique qu'ils ont déjà suffisamment. Ces élections présidentielles ne vont pas changer la société, bien évidemment...

Elles serviront tout au plus à changer les acteurs qui vont être sur le devant de la scène, qui vont jouer les premiers rôles, mais justement pour masquer que la réalité du pouvoir, elle n'est pas là. La réalité du pouvoir, elle est entre les mains des puissances d'argent, entre les mains des grandes familles, entre les mains des monopoles nationaux et internationaux. (...)

Dans ces élections, je parlerai au nom d'un courant pour qui le mot communisme n'a rien à voir avec les dictatures sanglantes des pays de l'Europe de l'Est et pour qui les mots communisme et socialisme ne sont pas des mots dévoyés et qui n'évoquent ni Brejnev, ni Staline d'un côté, ni Mitterrand en France et Schmidt en Allemagne de l'autre.

Et je voudrais offrir un autre visage de la gauche que celui que vont offrir Georges Marchais et François Mitterrand et permettre aux travailleurs et aux électeurs de gauche de voter pour la Gauche, mais sans cautionner l'un ou l'autre de ces hommes. (...)

En 1974, j'ai eu 600 000 voix, 600 000 voix c'est pas beaucoup, d'accord. Mais peut-être que cette fois-ci je pourrai en avoir 1 000 000, après tout c'est les électeurs qui décident. Ou peut-être même deux ou trois fois plus. Eh bien, je vous assure que si c'était ça, ça serait une leçon et un avertissement pour les dirigeants de la Gauche, parce qu'ils sauraient qu'ils ne pourront pas faire n'importe quoi aux travailleurs, qu'ils ne pourront pas leur mentir, qu'ils ne pourront pas les duper en espérant qu'en plus, ils seront reconnaissants... (...)

S'il y avait des centaines de milliers de travailleurs qui votaient pour une candidate d'extrême-gauche, eh bien, ça serait aussi une leçon pour la droite, parce que ce serait une leçon pour tous ces hommes politiques comme Giscard, comme Chirac, comme Barre, pour toute la bourgeoisie, et pour tous les exploiteurs qui, aujourd'hui, ferment leurs usines comme on jette une boîte de cachous vide. Alors je crois que, pour les travailleurs, ça leur permettrait de voter pour leur dignité sans affaiblir la Gauche, parce que je sais que ce n'est pas ce qu'ils souhaitent, mais voter pour leur dignité pour ne pas être roulés aussitôt que les élections seront terminées.

Entre les chars russes et Walesa, je choisis Walesa

Y. MOUROUSI. — *Puisque vous nous parlez des formes de communisme à l'étranger et que vous avez cité des noms de chefs d'Etat étrangers ou de leaders étrangers, si on vous cite celui de Walesa par exemple c'est un nom auquel vous vous accrochez ou pas ou que vous rejetez comme Schmidt, Brejnev et les autres ?*

A. LAGUILLER. — D'abord je dis : « Les troupes russes hors de la Pologne », comme je dis « Les troupes russes hors de l'Afghanistan ».

C'est une formidable leçon que nous ont donnée effectivement les travailleurs polonais en montrant la capacité de mobilisation des travailleurs, car enfin dans ce pays, un pays de dictature où il n'y avait ni liberté syndicale, ni liberté de réunions, ni liberté de presse, il a suffi que les travailleurs disent non, pour que ça change et pour que la Pologne soit aujourd'hui un des pays les plus démocratiques du monde. Et vous savez pourquoi ? Parce que pas un seul policier ne peut toucher aux grévistes sans que toute la classe ouvrière leur tombe sur le dos. Alors les ouvriers polonais se sont donné comme dirigeant Walesa qui n'est pas quelqu'un dont je partage, bien sûr, les opinions religieuses, puisque chacun sait que Walesa est catholique et pas moi, et puis, qu'il est peut-être trop nationaliste à mon goût. Mais c'est très clair, entre les chars russes et Walesa, je choisis Walesa parce que lui, au moins, pour le moment, il est dans le camp des ouvriers, et c'est ça qui est important. (...)

J.M. CAVADA. — *Est-ce que vous ne croyez pas que Walesa lui-même, et sans qu'aucune comparaison soit possible, lutte aussi pour une autre société ?*

A. LAGUILLER. — On pose toujours la question, mais qu'est-ce que c'est la révolution ? Eh bien, justement, quand des millions de travailleurs, ce sont eux qui décident, comme en Pologne en ce moment, eh bien, je dis qu'il y a un processus révolutionnaire effectivement en Pologne.

Y. MOUROUSI. — *Même s'ils décident d'aller vers le capitalisme ? Ou s'ils le décidaient à terme ?*

A. LAGUILLER. — Moi, je suis pour que les peuples décident eux-mêmes ce qu'ils veulent, et quand les ouvriers polonais se donnent un dirigeant comme Walesa, qui est catholique, eh bien, je dis d'abord que c'est leur droit. Deuxièmement, s'ils se sont donné un dirigeant catholique, c'est peut-être justement que le mot de socialisme qui a été accolé au nom de Pologne, eh bien ne reflète pas du tout la réalité. Aujourd'hui, des pays comme ça, et l'URSS, finalement, n'aident pas à l'émancipation de la classe ouvrière, parce qu'ils servent de repoussoir au socialisme et au communisme. (...)

Leurs plans contre la crise et le chômage nous font un peu rigoler

J.M. CAVADA. — *Qu'est-ce que vous proposez aujourd'hui, pour résoudre la crise, pour l'emploi, que proposez-vous ?*

A. LAGUILLER. — Quand j'entends les hommes politiques des quatre grands partis dire que, eux, ils ont un plan contre la crise et contre le chômage, moi, je crois que je suis comme des millions de travailleurs, je vais le dire, très sincèrement, ça me fait un peu rigoler. Je vais vous dire pourquoi. Giscard dit aujourd'hui qu'il a un plan contre le chômage, alors moi ça me fait un peu penser à ces journaux de tiercé qu'on entend le matin faire de la publicité pour nous dire « Vous savez, on a le bon tuyau pour gagner le tiercé ». Mais alors s'ils ont le bon tuyau, comment ça se fait qu'ils ne l'utilisent pas, plutôt que de s'échiner à fabriquer des journaux, à essayer de nous les vendre. Ils pourraient faire fortune tout de suite s'ils ont le bon tuyau. En fait, ils nous prennent pour des gogos. Eh bien, finalement Giscard aussi. (...)

Quand on voit Chirac, qui nous dit aujourd'hui qu'il a un plan, alors moi je me dis tout simplement, naïvement peut-être, mais s'il avait un plan, comment cela se fait-il que pendant 7 ans, il a soutenu le gouvernement Giscard. D'abord il a soutenu son propre gouvernement pendant deux ans de 74 à 76, et puis ensuite, il a soutenu le gouvernement Barre. Le RPR a voté toutes les lois. C'était pas difficile de déposer une motion de censure, s'il n'était pas d'accord. Il pouvait renverser Barre, et là on aurait vu ce que, lui, avait comme propositions. Mais on aurait tellement bien vu qu'il n'aurait pas pu être candidat aujourd'hui bien évidemment. (...) A gauche, Mitterrand non plus n'a pas de plan contre le chômage, il nous dit sans rire qu'il va créer 200 000 emplois ; il y a 1 800 000 chômeurs, 2 000 000 même, alors les 1 800 000 qui vont rester sur le pavé, qu'est-ce qu'il leur dit ? Et pourtant Mitterrand sait où on pourrait trouver l'argent, il sait qu'il y a des dépenses militaires improductives, qui ne servent à rien, et qu'on pourrait utiliser, à créer des emplois, et pas seulement 200 000, bien plus d'emplois. Il sait aussi que l'argent de l'Etat il va aux trusts de l'électronique, à Dassault, à Thomson. Alors les solutions existent. Moi je ne vais pas vous dire que j'ai un plan, d'abord, parce que, on me le dit assez, je ne serai pas présente au 2e tour. Mais j'ai quand même quelques idées, quelques idées de bon sens. Je voudrais dire d'abord qu'en 1981, le budget militaire, il représente plus de 100 milliards, c'est-à-dire 104,4 milliards exactement. Et ce budget, il est partagé, pour moitié, 50 milliards qui servent à payer les généraux et les officiers, 50 milliards, cela fait 5.000 milliards d'anciens francs, et le reste, l'autre moitié, à du matériel d'armement. (...)

L'armée sert à lutter contre le peuple français

J.M. CAVADA. — *Vous ne croyez pas, vous, à la nécessité de défendre les frontières ?*

A. LAGUILLER. — Vous ment, ça ne nous a pas servi et des officiers pendant des

Moi, ce que j'ai vu c'est guerre d'Algérie, des opérati frique. J'ai même vu, et ça je tais déjà à l'époque, j'ai vu en s'échapper de Paris pendant Allemagne et lui demander s'i blindées. (...)

Aujourd'hui, on vient d entendu ce matin, qu'il y a 10 coup d'Etat militaire pour rer confirmé par Wilson, aujourd' semaines, il y a quand même qu'était, à quoi servait l'arm effectivement à lutter ou à êt l'ennemi intérieur, c'est-à-dir plutôt qu'à nous défendre, pa attaqués. (...)

A. FERNBACH. — *Alors vir à quoi ?*

A LAGUILLER. — Je vais nous dit qu'on va produire 6 o d'un sous-marin atomique, somme que ce qui est dépen tions en céréales. Alors moi, marins atomiques qui de tout des puissances du point de vu ront que de cercueil aux jeu bien je dis, il vaudrait mieux vent pas à les vendre leurs l lait, leur beurre pour nourrir l

Y. MOUROUSI. — *Ça ne chômeurs ou un million deux chiffres qui sont donnés par*

d

P. DUHAMEL. — *Arlette Lagu peu près une semaine, que çois Mitterrand, il y aurait s base, une très forte pression que les principales revendic serait, dans cette hypothèse, ment Lutte Ouvrière ?*

A. LAGUILLER. — Oui. beaucoup de gens, j'ai vu M badin ! a agité la menace de seulement si Mitterrand était tait pas de ministres commun je dis qu'en utilisant cela, Ge et des sympathisants de son tent sincèrement et voudrai que si Marchais en a vraimen de déclencher la grève géné Pourquoi pas aujourd'hui, la g tre l'austérité ? Mais moi je di les centrales ouvrières, comm cela dépend de ce qu'il y a l'aspiration de millions de t main des élections, eh bien, le ries sociales, qui vivent de l s'ils veulent obtenir une autr

en 1940, en juin 1940 très exacte-
d-chose d'avoir payé des généraux
s d'avant-guerre. (...)
tivement la guerre d'Indochine, la
parachutistes français en Centra-
appelle très bien parce que je mili-
pendant les événements De Gaulle
jours pour aller trouver Massu en
prêt à intervenir avec ses divisions

s apprendre, je crois que je l'ai
'armée anglaise avait failli faire un
r le régime travailliste, et ça a été
t puis, quand même, il y a quelques
événements d'Espagne. On a vu ce
est-à-dire depuis 30 ans, bien plus
te à lutter contre ce qu'on appelle
alité le peuple français lui-même,
e, à ce que je sache, on n'a pas été

itié du budget militaire, elle va ser-

donner un exemple. On produit, on
us-marins atomiques. Alors le coût
aujourd'hui exactement la même
r toute l'Afrique pour ses importa-
plutôt que de construire des sous-
on sont déjà dépassés par les gran-
eur fiabilité, et qui demain ne servi-
ommes qu'on enverra dedans, eh
er aux paysans français qui n'arri-
es, leurs céréales, leur viande, leur
uples affamés d'Afrique. (...)
d pas le un million sept cent mille
mille ou deux millions, suivant les
s ou les autres.

L'Humanité confirme... qu'elle ment

Le Parti Communiste insiste, persiste et signe. Il s'était déjà dévoilé auprès des 2 265 maires qui avaient promis leur parrainage à Arlette Laguiller en prétendant qu'ils avaient agi sous la pression des préfets. Les maires, bien placés pour savoir ce qui en est réellement et des raisons de leur geste, et de l'origine et du sens des pressions qu'ils ont subies, n'ont pu que juger à leur juste valeur les déclarations calomnieuses du PCF.

Aujourd'hui, celui-ci ne se contente pas de ce maigre succès. Il élargit le nombre de ceux qui sont susceptibles d'apprécier ses mensonges.

Ainsi le lecteur de ***L'Humanité*** *qui n'aurait pas écouté Arlette lundi soir et qui ferait confiance à son journal apprend qu'elle* ***« n'a pu apporter aucune réponse sérieuse sur l'origine des 500 signatures »*** *et qu'elle* ***« n'a pas lancé la moindre attaque contre le candidat sortant, faisant, tout au long de l'émission, de G. Marchais sa cible préférée ».***

L'Humanité *affirme sans vergogne le contraire de ce que des millions de téléspectateurs ont pu vérifier par eux-mêmes, et que les extraits que nous publions par ailleurs confirment amplement. Des fois que certains auraient encore pu douter que le journal du PCF mentait.*

A.M.

MEETINGS AVEC ARLETTE LAGUILLER

• Nantes
Samedi 4 avril
à 15 h
Cinéma Le Paris
Rue du Général Buat.

• Orléans
Lundi 6 avril
à 20 h 30
Salle des Carmes

• Strasbourg
Jeudi 9 avril
à 20 h 30
Salle de l'Aubette
Place Kléber

• Nancy
Vendredi 10 avril
à 20 h 30
Salle Mienville
Hôtel de Ville

A. LAGUILLER. — Ecoutez, j'ai fait le calcul. Cinquante milliards ça fait pendant un an, puisque c'est le budget quatre-vingt-un pour l'armement, eh bien cinquante milliards, ça fait neuf cent mille salariés payés 3.000 F par mois charges comprises pendant un an. Alors, de toute façon, ça vaudrait mieux que de construire des armes de guerre qui, de toute façon, ne serviront à rien. (...)

es grèves, cela dépend de ce qu'il y a la conscience de millions de travailleurs

Georges Marchais a prévenu, il y a à
'hypothèse d'une victoire de Fran-
plan syndical, et notamment à la
obtenir le plus rapidement possible
s soient satisfaites. Alors, quelle
attitude, à vous et à votre mouve-

rd, je voudrais dire que, comme
is à la télévision, qui sur un ton...
ve générale, comme en 1936. Mais
t seulement si Mitterrand n'accep-
dans son gouvernement. Alors moi
Marchais se moque des militants
qui dans les entreprises, eux, lut-
ectivement que cela change. Parce
moyens, s'il a vraiment les moyens
alors pourquoi pas tout de suite ?
générale, contre le chômage et con-
réalité, il n'y peut rien. Et même pas
dit François Mitterrand. Les grèves,
la conscience, et cela dépend de
eurs. Alors oui, je le dis, au lende-
iers, les travailleurs, d'autres catégo-
avail, devront probablement lutter,
artition des sacrifices, s'ils veulent obtenir une autre répartition de l'argent de l'Etat, c'est-à-dire un peu moins pour les grosses entreprises et les trusts...

P. DUHAMEL. — *Donc, vous êtes d'accord avec lui ?*

A. LAGUILLER. — ...et un peu plus pour les classes populaires...

P. DUHAMEL. — *Vous êtes d'accord avec Georges Marchais ? Il faudra lutter au lendemain des élections ?*

A. LAGUILLER. — Je dis au lendemain des élections. Et c'est pour cela que je tiens à dire que François Mitterrand ne pourra pas changer grand-chose et ne voudra pas changer grand-chose. Parce qu'il ne faut pas qu'au lendemain des élections les travailleurs soient découragés et démoralisés. Effectivement, ils auront sans doute à lutter demain, mais ils auront sans doute à lutter, que cela soit Giscard qui soit réélu, ou que cela soit Mitterrand qui soit élu, et même s'il y a des ministres communistes. Parce que s'il y a des ministres communistes qui nous disent, comme en 1947, que la grève c'est l'arme des trusts, ou qui nous disent qu'avec eux c'est différent, eh bien, de toute façon, quel que soit le cas de figure, quel que soit l'homme qui sera élu au lendemain du deuxième tour, les travailleurs devront lutter, s'ils ne veulent pas être les seuls à faire les frais de la crise. Parce qu'actuellement, c'est la classe ouvrière qui souffre de la crise, c'est dans la classe ouvrière qu'il y a une baisse du niveau de vie, c'est dans la classe ouvrière qu'il y a aujourd'hui l'angoisse du chômage, pour les jeunes, 700 000 jeunes sur 2 000 000 de chômeurs.

Il y a dix ans, le « Manifeste des 343 »

Le 5 avril 1971, il y a tout juste dix ans, 343 femmes, « *des femmes du Mouvement de Libération des Femmes, du Mouvement pour la Liberté de l'Avortement, des femmes qui travaillent, des femmes au foyer* » osaient déclarer dans un manifeste publié par *Le Nouvel Observateur :*

« Un million de femmes se font avorter chaque année en France.

Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples.

On fait le silence sur ces millions de femmes.

Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté.

De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre ».

Elles déclaraient ainsi publiquement avoir bafoué la loi de 1920 qui condamnait à l'emprisonnement toute femme qui se faisait avorter ou tentait de le faire, elles tombaient aussi sous le coup d'un décret de 1955 qui réprimait la propagande en faveur de l'avortement. Volontairement, elles répondaient, au scandale des avortements clandestins et des conditions révoltantes dans lesquelles ils étaient pratiqués, par le scandale.

Et pour un scandale, c'en fut un ! 343 femmes, parmi lesquelles des écrivains, des artistes (Simone de Beauvoir, Catherine Deneuve, Marguerite Duras, Françoise d'Eaubonne, Bernadette Lafont, Jeanne Moreau, pour n'en citer que quelques-unes) jetaient publiquement à la face du gouvernement : nous avons avorté, mettez-nous en prison si vous l'osez et si vous avez encore assez de flics, assez de juges, et assez de culot pour faire respecter vos propres lois.

Elles prenaient ainsi l'initiative de porter le débat devant l'opinion publique et de dénoncer cette législation d'un autre âge qui interdisait aux femmes de décider si elle désiraient ou pas mettre au monde un enfant. Une législation qui condamnait les plus pauvres aux avortements clandestins, tandis que les femmes de la bourgeoisie pouvaient s'offrir un avortement médical dans une clinique pour le prix d'un voyage à Londres.

Chaque année, pour les 500 000 à 800 000 femmes qui ne disposaient ni d'argent ni des relations nécessaires, c'était en effet l'angoisse, la recherche d'une « adresse » et puis les sondes, les hémorragies et les curetages à vif pratiqués par certains médecins qui voulaient « leur apprendre ». Sans compter celles qui mouraient chaque année de ces avortements pratiqués dans les pires conditions.

Dans le débat qui s'ouvrit au nom des vieilles barbes réactionnaires et curés de tout poil, le président de « Laissez-les-vivre », Pau Chauchard, s'élevait contre « *cette rage qui les pousse à vouloir tuer les bébés avant leur naissance* », protestait contre « *ce projet d'assassinat institutionnalisé, assassinat le plus lâche, puisqu'il choisirait pour victimes les plus innocents, ceux qui ne peuvent ni se défendre, ni supplier* », partant même en guerre contre « *le monstrueux stérilet, ce nouvel instrument de torture qui détruit l'utérus en tuant l'embryon* ».

Mais n'en déplaise à tous ces tartuffes, quatre ans plus tard, Giscard était contraint de céder, au moins en partie, en promulguant la loi autorisant les interruptions de grossesse.

Alors, aujourd'hui, quand Giscard s'excuse devant la partie la plus réactionnaire de son électorat d'avoir dû céder aux exigences des femmes, il a raison. C'est parce que la situation n'était plus tenable et que les tribunaux n'arrivaient plus à faire respecter la loi, qu'elle a été changée. Pas du tout à cause du libéralisme des gouvernants ou de Giscard lui-même.

Surtout, il avoue lui-même l'inefficacité de ces lois quand celles ou ceux qu'elles visent ne les respectent plus. C'est ce qu'avaient compris les 343 du Manifeste, et beaucoup d'autres avec elles, il y a dix ans.

Sophie GARGAN

La campagne anti-immigrés du PCF continue

« Avec les communistes, exigez du préfet qu'il fasse cesser le stationnement des nomades à Rosny. Il sera responsable si un drame éclate ». Voilà ce qu'on pouvait lire dans un tract distribué à Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) au début mars, sous la signature du maire communiste de la ville, Roger Daviet. A l'appui de cette intervention, le tract faisait état de nombreuses plaintes émanant de la population.

Quelques semaines plus tard, le 23 mars, cette fois-ci près de Lyon, à Vaulx-en-Velin, la section locale du Parti Communiste distribuait un tract accusant le préfet de *complaisance à l'égard des voyous ».* Ce tract dénonçait notamment un jeune immigré de 18 ans qu'il accusait d'être un *« meneur de bande »* et dont il réclamait l'arrestation. Ce tract faisait suite à une bagarre qui avait opposé un groupe de jeunes aux gardiens d'immeubles.

Les préjugés hostiles aux nomades ne sont certainement pas une nouveauté. Roger Daviet le sait, et contrairement à bien des municipalités dans ce pays, il ne faisait pas mauvais accueil aux nomades jusqu'à présent. Quant aux bagarres de jeunes dans les cités ouvrières, Vaulx-en-Velin a dû en voir bien d'autres avant le 23 mars !

Seulement, pour les dirigeants du PCF aujourd'hui, les pires occasions sont bonnes pour enfoncer un clou et gagner, peut-être, quelques voix le 26 avril. Depuis le coup spectaculaire du bulldozer à Vitry, il y a quelques mois, on a vu le PCF multiplier les interventions partout où des problèmes ou incidents locaux donnaient l'occasion de s'exprimer à des préjugés par ailleurs ancrés de longue date dans la population.

A Vitry, le PCF avait choisi de s'attaquer aux travailleurs maliens parce que cela risquait d'être bien vu dans certains milieux. Ailleurs, il s'est attaqué aux drogués, aux jeunes — comme par hasard toujours des immigrés ! — parce qu'à chaque fois, au coup par coup, il pensait toucher une corde sensible, dans les registres les plus bas.

Et c'est exactement ce type d'opération qu'il vient de réitérer à Rosny et à Vaulx-en-Velin.

Seulement, tout cela ne peut se faire impunément. Flatter les pires préjugés qui existent dans la population, c'est peut-être une arme électorale pour les dirigeants du Parti Communiste qui voudraient gagner des voix. Mais c'est surtout encourager les préjugés racistes, xénophobes, dans toutes les couches de la population, et en particulier dans la classe ouvrière. C'est prendre le risque d'affaiblir gravement la classe ouvrière en la privant de sa meilleure arme, la solidarité de classe.

Et c'est en fin de compte une politique criminelle qui ne peut conduire qu'à une chose : développer dans la classe ouvrière la propagande que sa pire ennemie, l'extrême-droite raciste, est encore aujourd'hui incapable de mener à cause de sa faiblesse, mais dont elle profiterait seule demain si l'approfondissement de la crise économique et sociale, et l'exaspération des sentiments xénophobes, lui donnaient l'occasion d'un regain de forces.

Les Gitans manifestent contre le racisme

La manifestation des Gitans. (photo E. Kagan)

L'affaire de Rosny-sous-Bois, à juste titre, a suscité l'indignation dans la communauté des Gitans. Lundi 20 mars, plusieurs organisations de Gitans appelaient à une manifestation à Paris.

De la Nation à la Bastille, la manifestation a regroupé environ 70 caravanes accompagnées de voitures portant des slogans antiracistes.

Les organisateurs de la manifestation ont tenu à insister sur le fait que celle-ci n'était pas dirigée contre le PCF en particulier, et à protester contre l'utilisation électorale que la grande presse avait faite de cette affaire.

Pour eux, l'affaire de Rosny n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Comme l'a dit l'un des orateurs : *« Depuis toujours, nous sommes rejetés de partout, beaucoup de gens nous méprisent sans nous connaître ».* Et à l'occasion de cette manifestation, les organisateurs ont rappelé les revendications essentielles des Gitans : des emplacements munis de points d'eau où les nomades puissent stationner sans avoir à guetter les gendarmes, et l'extension de la durée de validité du livret de circulation à cinq ans (les nomades doivent en effet faire viser tous les mois par la police un livret de circulation dont la validité est actuellement de deux ans).

Les Gitans ont raison de protester contre la discrimination dont ils sont l'objet. Mais tous ceux qui, en particulier à droite, se sont apitoyés sur leur sort à cette occasion sont de fieffés hypocrites ! Car si le racisme contre les Gitans existe bel et bien, si l'affaire de Rosny n'a fait qu'encourager ce racisme, ce sont bien les gouvernants qui proposent les lois, les députés qui les votent, les préfets, les flics et juges qui les font appliquer, qui sont responsables du fait que la société les traite comme de véritables parias !

Soutien aux travailleurs immigrés

Le samedi 4 avril à 14 h a lieu à Paris, de Barbès à la Nation, une manifestation pour les droits des immigrés.

De nombreuses organisations d'immigrés appellent à manifester, ainsi que des mouvements de solidarité tels le MRAP ou le FASTI. La CFDT y sera représentée, entre autres par son secrétaire Edmond Maire. Des organistations politiques, essentiellement d'extrême-gauche, appellent également à s'y joindre, dont Lutte Ouvrière. Par contre, le PCF, mis en cause à l'occasion de ses actions anti-immigrés, n'y participera évidemment pas. Pas plus que la CGT. Ni d'ailleurs le PS, qui refuse de s'y associer officiellement — peut-être pour ne pas heurter une partie de son électorat ? — bien que sa fédération de Paris y invite officieusement.

Cette manifestation a pour but de protester contre les mesures anti-immigrés du pouvoir et, plus particulièrement, de répondre *« aux déclarations du premier des candidats de la bourgeoisie ».*

Lutte Ouvrière appelle à cette manifestation en signe de solidarité avec la lutte que mènent des associations de travailleurs immigrés contre les rafles et les expulsions systématiques, contre les lois et circulaires anti-immigrés, contre la division entre travailleurs français et immigrés, division favorisée par les actes et les propos du PCF, contre les quotas de toutes sortes et les actions racistes, et pour la défense des libertés et l'égalité des droits.

Des rassemblements sont aussi prévus en province, et notamment à Strasbourg et Châlon-sur-Saône, le 4 avril prochain, ainsi qu'à Lyon, Saint-Etienne, Colmar, Nantes, Rennes, Laval, Angers.

Des mesures discriminatoires

Au cours d'une conférence de presse, les associations d'immigrés organisatrices de la manifestation ont rappelé la situation faite aux immigrés.

L'application des lois anti-immigrés — loi Stoléru, loi Bonnet — a donné lieu ces derniers mois à des rafles à Marseille, Paris, Lyon, Valence. La police est venue arrêter, pour les expulser, six travailleurs maliens à l'intérieur de leur entreprise, Olida, à Levallois !

Quotidiennement, ont-ils rappelé, des expulsions se produisent. Il est de plus en plus difficile aux familles de venir voir en France les travailleurs immigrés. La femme de l'un d'eux a dû faire trois fois le voyage pour voir son mari : une circulaire intime l'ordre à la police des aéroports de rejeter tous les voyageurs dont la « mine » laisse supposer qu'ils viennent non pas voir leur famille mais chercher du travail.

Après l'accord franco-algérien qui prévoyait des cartes de séjour de trois et dix ans, aucun Algérien n'a reçu de carte. Tous ont, à la place, un récépissé provisoire valable trois mois.

Les organisateurs de la manifestation ont ainsi rappelé qu'avec la crise, les conditions de vie et de travail des immigrés se dégradent quotidiennement. Dernier exemple : la déclaration de Giscard à **Cartes sur Table** visant à ne plus indemniser les chômeurs immigrés. A quand la suppression des assurances-maladie, l'interdiction des écoles aux enfants d'immigrés, s'est indigné l'un des participants à la conférence de presse ?

Gaston DEVAU

Grève chez Colas à Marseille

L'entreprise de travaux publics Colas, spécialisée dans les gros travaux routiers, a acheté dernièrement la carrière Pérasso, à Marseille, et a voulu en profiter pour donner aux ouvriers le statut des travailleurs de chez Colas. Ce qui aboutissait en fait à une perte du salaire d'un mois par an, environ.

Depuis le mercredi 18 mars, les ouvriers de Perasso s'étaient mis en grève reconductible par 24 heures pour obtenir le maintien de leurs avantages. A la carrière, vendredi 20, les ouvriers de Jean-François (autre entreprise du groupe Colas) et de Colas se sont mis en grève de deux heures par solidarité. La direction du groupe a signifié alors qu'elle lock-outait tous les nouveaux grévistes de Marseille. Les travailleurs se sont alors mis à organiser le piquet de grève devant les différents centres de la région marseillaise.

A la carrière Perasso notamment, les ouvriers de Jean-François, Colas et Perasso se retrouvaient le vendredi à 150 devant l'entrée de la carrière en assemblée générale et décidaient de rester sur place.

Lundi 23, la grève continuait, et mardi matin, devant la détermination des travailleurs, la direction levait le lock-out.

Jeudi 26, les ouvriers de Perasso eux, continuaient toujours la grève. Et la direction du groupe finit par céder sur quelques points, concernant, notamment, une augmentation immédiate de 4 %, ce qui en fait compensait une partie de la perte des avantages acquis.

Les autres centres du groupe continuent le mouvement de débrayage de deux heures par jour pour le paiement des jours de lock-out, et jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

(Correspondant LO)

dans les entreprises...

SAFT BORDEAUX

Trois jours de grève à l'Imprégnation pour l'embauche d'intérimaires

A l'atelier Imprégnation travaillent 40 personnes en 3X8. Et bien, c'est à plus de 90 % que les travailleurs ont arrêté totalement la production pendant trois jours, pour protester contre le lincenciement de trois intérimaires dont deux étaient là depuis un an. Les intérimaires de cet atelier ont eux aussi participé au mouvement de grève. Mercredi 18 avril, un quart commençait à débrayer, bientôt rejoint par les deux autres quarts. Bien sûr, les travailleurs savaient que ce n'est pas facile d'obtenir l'embauche définitive des intérimaires. Mais ce que tous avaient dans la tête, c'est qu'il fallait marquer le coup, que c'était une question de dignité et de solidarité.

La CGT, dont le secrétaire général travaille à l'Imprégnation, avait proposé une grève perlée. Mais les travailleurs ont préféré arrêter vraiment la production. Et le représentant de la direction, l'ingénieur de service, s'est déplacé à 23 h pour venir s'expliquer devant les ouvriers réunis. Il a entendu quelques vérités bien senties à deux doigts des moustaches et il était plutôt dans ses petits souliers. La direction ne veut rien entendre. Sa musique est toujours la même : la baisse des commandes et l'automatisation de certains postes de travail feraient que les travailleurs seraient en surnombre. Pour le patron, il n'est question ni d'embaucher ni de réduire le temps de travail.

L'entrée de l'usine SAFT à Bordeaux.

A l'heure actuelle, il n'y a plus qu'une trentaine d'intérimaires à la SAFT... Trente autres intérimaires ont été licenciés ces derniers temps et à plusieurs reprises des débrayages avaient eu lieu dans les ateliers où travaillaient ces intérimaires. Mais c'est la première fois qu'un atelier arrête totalement la production pour protester contre leur licenciement. C'est que le problème de l'embauche des intérimaires laisse de moins en moins de travailleurs indifférents. Beaucoup ont dans leur famille un jeune obligé de passer par les agences d'intérim pour trouver du travail. Et chacun en a assez de voir les intérimaires considérés comme à leur merci par les patrons, tantôt au travail, tantôt au chômage.

Correspondant LO

CENTRE HOSPITALIER DE BELFORT

Non au licenciement et aux sanctions !

La commission paritaire du 19 mars a refusé la titularisation de 3 infirmières en psychiatrie, dont 2 nouvellement diplômées, et d'une infirmière diplômée d'Etat.

— La première voit son éventuelle titularisation repoussée de 6 mois.

— Quant aux 2 infirmières en psychiatrie, nouvellement diplômées, l'une est licenciée et l'autre rétrogradée à son ancien poste de ASH.

— L'infirmière DE, diplômée et stagiaire depuis un an, est rétrogradée à la fonction d'aide-soignante stagiaire.

Les sanctions prises sont sans commune mesure avec les fautes reprochées. Pour les 3 infirmières de psychiatrie, aucune faute pouvant porter préjudice à la santé des malades n'a pu être retenue. Le dossier d'accusation ne contient qu'un ensemble de faits attenant à leur comportement (caractère agressif pour la première, attitude nonchalante et absences pour la seconde, incompétence pour la troisième car elle aurait eu son examen de justesse !) Quant à l'infirmière DE, l'administration lui reproche... d'avoir failli commettre une faute professionnelle !

A la commission paritaire, la direction n'a pas voulu entendre le personnel soutenant les 4 filles. Mais elle a fait état de rapports venant de médecins et de surveillants précisant qu'ils ne voulaient pas d'une telle dans leurs services. Elle a réussi à faire entériner ses décisions par la majorité des membres de la Commission, y compris par les délégués FO et SNID, et par le maire socialiste de Belfort, président de la commission.

Aussitôt après avoir pris connaissance des sanctions, le personnel de l'hôpital a manifesté son mécontentement en dérangeant le maire durant la réunion par de nombreux coups de téléphone. Plusieurs assemblées générales ont réuni chacune quelques dizaines de personnes et décidé des actions à mener pour protester et essayer de faire annuler les sanctions :

— tracts d'information à la population ;

— pétitions dans les services ;

— grève le 26 mars avec délégation chez le maire pour qu'il accepte, en tant que président de la CP, de reconvoquer une autre commission ;

— confections de dossiers pour chacune des trois infirmières avec pétitions, témoignages, etc.

La délégation chez le maire s'est soldée par un échec car, comme il fallait s'y attendre, celui-ci donne raison à la direction pour licencier une infirmière et en rétrograder deux autres, considérant qu'il faut **« sélectionner rigoureusement le personnel »**. Son attitude démagogique et méprisante envers le personnel a écœuré tous les membres de la délégation qui ne se sont d'ailleurs pas gênés pour le lui dire.

Une petite partie du personnel se sent encore mobilisée et continue la confection des dossiers dans l'espoir d'une révision des jugements.

Correspondant LO

RENAULT BILLANCOURT

La Régie veut nous faire payer la crise

La direction a annoncé des journées chômées entre le 13 et le 17 avril. Et on peut dire que c'est le chômage à la carte. Pour certains 5 jours, d'autres 3, d'autres pas du tout. Dans le même département, des camarades chômeront, d'autres non.

Il s'agit, d'après la direction, de prendre des mesures préventives devant la baisse des ventes de R4. Mais sur les chaînes, avant comme après ces jours chômés, les cadences sont toujours intenables. Dans tous les ateliers c'est toujours la chasse aux temps morts, la charge de travail maximum, les réductions d'effectifs sans remplacement par de nouveaux embauchés.

Alors ces mesures, si elles permettront peut-être d'écouler les stocks ne règleront rien pour nous. Les patrons de l'automobile ont leur plan de chômage, comme ils ont leur plan de rentabilisation. Et si la situation s'aggrave, ce sera d'autres journées chômées pour nous, mais toujours autant de profits pour eux.

Si la Régie produit trop par rapport au marché, comme elle dit, qu'elle diminue l'horaire de travail ! C'est plus de temps libre chaque jour qu'il nous faut, et pas seulement quand ça arrange le patron.

Que la direction diminue la cadence et la charge de travail. Qu'on produise moins et sans perte de salaire, contrairement à ces jours chômés où nous perdrons entre 200 F et 500 F.

C'est les seules mesures préventives pour nous. Nous devrons les imposer, si nous ne voulons pas laisser les patrons décider de nos emplois et de nos salaires à leur guise.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **RNUR - Ile Seguin.**

Citroën condamné pour entrave au droit syndical

Pour *« entrave à l'exercice des fonctions de délégué du personnel »*, le tribunal de grande instance de Caen vient de condamner trois hauts cadres — un chef du personnel, un responsable de la gestion du personnel et un chef de laboratoire — de l'usine Citroën de Cormelles-le-Royal à 10.000 F d'amende assortie de 4 mois de prison avec sursis.

Ce jugement est l'aboutissement de la longue lutte que mène un délégué FO en vue d'implanter son syndicat dans l'usine. Citroën, on le sait, est une entreprise « dure », qui n'hésite pas à exercer toutes sortes de pressions, voire même des violences, pour empêcher l'organisation de travailleurs dans ses usines. Seuls les syndicats maison encouragés par la maîtrise y ont droit de cité.

A force d'avertissements innombrables, d'humiliations, de mutations, de lettres anonymes et de tracts injurieux, l'encadrement de Cormelles-le-Royal avait réussi à faire démissionner quatorze délégués. *« Pour que la lumière se fasse »*, Joël Bauruelle a tenu le coup. Pendant plus de deux cent cinquante semaines, il est resté dans un bureau sans le moindre travail. Aujourd'hui, devant le tribunal, il a obtenu gain de cause. Cela ne suffira pas à faire plier Citroën, qui ne craint pas de bafouer les lois sur les droits syndicaux, quitte à payer des amendes lorsque les tribunaux, rarement, arrivent à la condamner. Mais Joël Bauruelle aura au moins par sa persévérance une fois de plus *« démontré que Citroën est un fief de la répression syndicale »* et ouvrière...

A.M.

LES HOPITAUX

Au cours des dernières années, le gouvernement a programmé une série de mesures destinées à réduire la « progression des dépenses de santé ».

En octobre 1976, Barre écrivait aux préfets pour leur expliquer qu'un des « objectifs du programme de lutte contre l'inflation » **était la limitation** « de la progression des dépenses de l'hospitalisation publique ».

L'année suivante, les hôpitaux étaient tenus de fournir des états mensuels pour permettre un meilleur contrôle de l'exécution des budgets.

En 1978, le gouvernement décidait « l'alignement des dépenses de santé sur le pourcentage d'évolution du Produit Intérieur Brut » : **cela revenait à fixer un pourcentage maximum d'augmentation des budgets hospitaliers.**

En 1979, Barre écrivait à nouveau aux préfets pour leur annoncer un « programme vigoureux visant à obtenir une décélération progressive des dépenses de santé ».

Et en juillet de la même année, le gouvernement décidait de supprimer la possibilité pour les hôpitaux de faire réajuster leurs budgets en cours d'année.

A partir de là, le budget des hôpitaux, limité par le ministère, était fixé pour l'année, les éventuels déficits devant être reportés sur les années suivantes.

Pour 1980, par exemple, une circulaire ministérielle fixait l'augmentation maximum du budget à 11,80 %. Pour 1981, l'augmentation du budget de l'Assistance publique de Paris est fixée à 10,5 %. Celle du centre hospitalier de Belfort, autre exemple, est fixée à 11,20 % pour les dépenses de personnel et à 10,50 % pour les autres dépenses.

Dans chaque cas, l'augmentation autorisée du budget tient compte de la situation particulière (prévisions de travaux, d'agrandissements, etc.). Mais dans tous les cas, les budgets autorisés par le ministère sont très sensiblement inférieurs aux budgets demandés.

Et de fait, la charge de répartir, au niveau de chaque hôpital, la pénurie incombe aux directeurs. A eux de choisir les postes sur lesquels porteront les économies nécessaires. C'est sur l'alimentation des malades ; sur le petit matériel ; sur le chauffage (à Beaujon, par exemple, à Paris, alors que, de 1978 à 1979, le prix de l'énergie pour le chauffage a augmenté de 13,48 %, dans le même temps, les dépenses de chauffage de l'hôpital ont baissé de presque 3 %. C'est que la direction, pour pouvoir respecter les crédits alloués, avait dû diminuer la consommation de plus de 14 % : en ne chauffant que deux heures le matin et deux heures le soir. Cette année, on peut prévoir que ce sera pire puisque pour une hausse prévue des prix de chauffage de 25 %, le crédit de chauffage n'a augmenté que de 9 %).

Et partout aussi, c'est sur le poste « personnel » que pèse une grande partie des économies réalisées sous la pression du ministère.

Cela ne lui a d'ailleurs pas suffi puisque, en décembre 1979, Barrot se donnait les moyens, par un texte de loi, de fermer les lits hospitaliers dont il estimerait pouvoir faire l'économie.

De fait, la pression de l'administration sur les hôpitaux est permanente : elle fait peser sur eux un régime d'austérité, contre les malades et contre le personnel.

Pour les usagers : des dépenses sans limites

L'autre volet de la politique d'austérité du gouvernement vise à faire supporter aux usagers une part plus grande des « dépenses de santé » (qu'ils financent déjà largement, par l'intermédiaire de la Sécurité sociale par exemple).

• La nouvelle convention médicale — qui institue un secteur « libre » à l'intérieur de la convention entre médecins et Sécurité sociale, où les honoraires ne sont plus limités par un plafond — signée en juin 1980 vise d'un côté à obliger les médecins à surveiller (!) leurs prescriptions, et de l'autre à augmenter la part des dépenses de santé payée directement par les assurés sociaux.

• L'instauration d'un « ticket modérateur d'ordre public » visait à empêcher les mutuelles d'assurer le remboursement à 100 % des frais médicaux de leurs adhérents. Ceux-ci devaient obligatoirement payer un ticket modérateur représentant de 5 à 12 % des frais. Finalement, devant l'opposition résolue des mutuelles (c'est, dans une certaine mesure, leur raison d'être même qui était mise en cause), le gouvernement a dû reculer : le principe du remboursement à 100 % est maintenu, mais les mutuelles devront accepter une participation à un « fonds de prévention ». Quoi qu'il en soit, cette tentative du gouvernement illustre bien l'un des principes de sa politique en matière de santé : la dissuasion.

• A partir de juillet 1980, une cotisation d'assurance maladie a été imposée à tous les retraités (sauf ceux qui ont des ressources très minimes). L'Etat prélève donc maintenant 1 % sur leurs retraites. En fait, cette application de la politique « l'usager doit payer » constitue ici plus évidemment encore que dans les autres domaines un véritable racket, puisque les retraités ont en fait déjà cotisé durant toute leur vie de salarié : ils ont largement payé leur droit à la santé.

• Enfin, en octobre 1980, est paru le décret d'application donnant carte blanche au ministère de la Santé pour établir la liste des médicaments remboursables par la Sécurité sociale. Le ministère peut ainsi supprimer purement et simplement le remboursement pour tous les médicaments qu'il juge non indispensables à la thérapeutique. Et il invite les médecins à prescrire les produits les moins chers. Cette mesure, le gouvernement la justifie en invoquant les abus en matière de consommation et de production pharmaceutique. Mais ces abus ont peut-être bon dos. Et, en tout cas, dans le contexte général d'austérité qu'il fait peser sur la santé, on a toutes les raisons de ne pas lui faire confiance.

• Un décret d'avril 1980 distingue entre les prestations de soins, qui sont à la charge de l'assurance-maladie, et les prestations d'hébergement, qui sont à la charge des intéressés (ou, le cas échéant, de l'aide sociale), dans certains établissements spécialisés dans le « long séjour », c'est-à-dire l'accueil des personnes âgées.

MALADES DE L'AUSTERITE

FERMETURE DE LITS, HOPITAUX SURCHARGES

En décembre 1979, Barrot, ministre de la Santé, sous prétexte que la France serait suréquipée, faisait voter une loi qui donnait à son ministère les moyens pour procéder directement à la fermeture de lits hospitaliers. Il y aurait, d'après le ministre, 40 000 lits de trop dans les hôpitaux.

Depuis la loi, plus de 4 500 lits auraient ainsi été fermés.

En fait, les services dont la capacité d'accueil a été réduite appartiennent pour l'essentiel à des hôpitaux périphériques, ou à de petits hôpitaux ayant de faibles budgets. Pour ces établissements, d'ailleurs, les suppressions de lits par la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (suivant les directives ministérielles) ont correspondu souvent à une fermeture de services entiers. Le résultat, d'après la CFDT, **« est la disparition de la plupart des maternités rurales, la diminution, voire la suppression, des lits de médecine et de chirurgie dans des établissements de petite et moyenne tailles proches de la population, et leur transfert partiel à de grands établissements type CHU »**. C'est ainsi, par exemple, que dans le Nord, douze maternités ont été fermées.

A l'inverse, la fermeture de ces services décentralisés se traduit par un encombrement des grands centres hospitaliers où, la plupart du temps, les capacités d'accueil sont restées les mêmes.

Au CH de Belfort, par exemple, dans quasiment tous les services, le nombre des lits est insuffisant : trois lits sont installés dans les chambres prévues pour deux, et deux lits dans les chambres individuelles. Des lits sont même installés dans les couloirs et dans la salle de lingerie, quasiment en permanence.

Même chose au CHR de Lille. Les gros services sont surpeuplés : des couchettes et des lits supplémentaires doivent y être installés. Ainsi, actuellement, le service de traumatologie est occupé à 110 % (ce qui, dans ce service en particulier, entraîne une réduction forcée de la durée d'hospitalisation — autre objectif du gouvernement — et certains malades sont invités à sortir le lendemain d'une intervention peu grave).

Dans les grands centres, les fermetures de lits sont la condition posée par le ministère pour l'ouverture de nouveaux services ou de nouveaux centres. Ce fut le cas, par exemple, à Clermont-Ferrand, où Barrot lui-même, venu au CHU en avril 1980 à l'invitation du maire de Clermont, président du Conseil d'administration, donna son accord pour la construction d'un centre d'urgences et de traumatologie contre la fermeture de 142 lits (soit, d'après la CGT, la fermeture de deux centres, celui de Sabourin, puis celui de Fontmaure).

En outre, cette politique qui vise à augmenter le « taux d'occupation » des lits s'est traduite bien souvent par le fait que, dans de nombreux hôpitaux, cet hiver, les personnes âgées atteintes par exemple de grippe, et trop faibles ou isolées pour se soigner chez elles, n'ont pu être admises, faute de lits disponibles, comme elles pouvaient l'être dans le passé.

LE DEFICIT EN PERSONNEL

Pour ce qui est du personnel, non seulement le budget 1981 ne va pas résoudre le problème de l'insuffisance des effectifs infirmiers, mais il ne peut que l'aggraver : pour l'ensemble de la fonction publique, 1.800 créations en tout et pour tout sont programmées. Et comme la gendarmerie et la justice, aux dires du gouvernement, s'y tailleront la part du lion, ce chiffre équivaut pour les hôpitaux comme pour la plupart des services publics à un arrêt de l'embauche. De fait, **« les instructions ministérielles relatives au budget 1981 interdisent la création de postes d'agents titulaires (sauf circonstances exceptionnelles) et obligent à réduire au strict minimum le recrutement du personnel auxiliaire de remplacement » (Revue de l'infirmière,** n° 4-1981). Voici quelques exemples :

• **Clermont-Ferrand :** Le Conseil d'administration du CHRU, pour 1979, avait demandé la création de 300 postes. Une commission locale, présidée par le préfet, l'avait réduite à 130. Une commission ministérielle en a accordé finalement 38.

• **Belfort :** A la fin de 1979, les médecins-chefs de service du Centre Hospitalier demandaient la création de 60 postes. 12 ont été accordés. Fin 1980, la direction n'a pas demandé aux médecins leurs besoins en personnel : aucune création de poste n'est prévue.

• **Lille,** le Conseil d'administration du CHR, après avoir diminué les demandes d'effectifs supplémentaires émanant des chefs de service, demandait, pour 1981, 817 postes supplémentaires, justifiés notamment par l'ouverture de l'hôpital B, et celle d'un centre de soins pour personnes âgées. Le ministère a accordé 220 postes. Conséquence : la direction envisage de n'ouvrir qu'un, deux ou trois étages du nouveau centre pour personnes âgées, selon les postes accordés.

• **Angers :** Au CHU, sur 158 postes demandés en 1980, 44 avaient été accordés. De ce fait, un nouvel hôpital pour enfants, entièrement construit et installé, n'a pu entrer complètement en service : aujourd'hui, deux ailes ne sont pas encore ouvertes. Et pour 1981, 100 postes ont été demandés, mais aucun accordé.

• **Bourges :** La direction du CHR, estimait en 1976 qu'il manquait 600 postes. Depuis, en tout, 138 postes ont été créés. En 1980, par exemple, sur 17 postes demandés, 10 seulement ont été accordés : un centre d'hémodialyse à domicile devait fonctionner cette année : faute de personnel, il ne sera pas mis en place.

• **Bordeaux :** Pour 1980, sur 50 postes demandés au CHR, 27 ont été accordés. Et pour 1981, aucune création de poste n'est prévue. Ainsi, l'hôpital de Lormont (Bordeaux-Nord), dont la première pierre a été inaugurée deux ou trois fois, semble à présent abandonné.

Cette politique compromet, ou retarde, le fonctionnement de nouveaux services ou de nouveaux centres. Mais elle compromet aussi le fonctionnement des centres existants. En effet, le recours à du personnel auxiliaire, embauché sous contrat temporaire, ou intérimaire, est loin de suffire à pallier l'insuffisance des effectifs.

D'autant qu'au déficit en personnel, lié à l'insuffisance des créations de postes, s'ajoute le fait que le personnel en vacances ou en congé-maladie est rarement remplacé, et que les départs en retraite ou les démissions ne le sont pas souvent.

Si, dans ces conditions, les hôpitaux peuvent continuer à fonctionner, c'est parce que le personnel est soumis à des conditions de travail de plus en plus difficiles : congés annuels retardés, jours de repos déplacés, horaires changés au dernier moment, chasse aux pauses, etc.

Cela d'autant plus que la diminution du temps moyen d'hospitalisation, qui implique une plus grande rotation des malades, et le développement des traitements sans hospitalisation correspondent en fait à une intensification des soins.

Les soucis de Barrot pour la santé... des industries bio-médicales

En inaugurant, à la fin du mois de mars 1981, les installations de l'hôpital de Versailles-le-Chesnay, Barrot, ministre de la Santé, y vantait ***« le symbole de la nouvelle politique biomédicale ».*** *Pourquoi ? Eh bien, parce que* ***« plus de cent sociétés françaises ont participé à son équipement et 90 % des matériels sont entièrement français ».***

A cette occasion aussi, Barrot rappelait qu'en mars 1980, le gouvernement avait lancé un plan pour encourager l'industrie française du génie biomédical.

En fait, dans le domaine de la santé, comme dans tous les services publics, la politique de commandes à l'industrie est au premier plan des préoccupations du gouvernement.

De ce point de vue, il est significatif de constater que, lors de la préparation du VIII^e^ plan la « Commission de la protection sociale et de la famille » avait mis en avant, à côté de la nécessité de rationaliser l'hôpital, celle de ***« rendre compétitives les industries du médicament et du matériel biomédical »,*** *en rappelant que* ***« jusqu'à maintenant, la seule question posée en ce domaine était : comment réduire le coût des biens de santé ? Or la santé ne fait pas que coûter. C'est aussi un secteur économique porteur d'emplois et de capacités exportatrices ».***

Les économies au jour le jour

(Extraits des bulletins ***Lutte Ouvrière)***

• *HOPITAL SAINTE-ANNE (Paris)*

Qu'ils embauchent !

Apparemment, pour la direction, il est normal que des personnes qui, par exemple, ont une fracture du col du fémur, puissent rester sans rééducation des mois durant, quitte à ne plus jamais marcher.

C'est ce qui se passe au SM 18 où la kinésithérapeute est malade et n'est pas remplacée.

L'hôpital Sainte-Anne. (Ph. LO)

• *CHR PONTCHAILLOU (Rennes)*

Méthode Coué

Pour résoudre les difficultés de remplacement, la direction envisage de fermer des lits cet été.

Et quand il n'y aura plus de lits de libres pour les malades entrants de l'accueil, qu'est-ce qu'elle fera ? Elle décrètera que les malades sont bien portants ?

• *HOPITAL NECKER (Paris)*

Vérité des prix.. jusqu'au bout

En Réanimation néphro adultes, la surveillance voudrait que nous notions tout le matériel à usage unique que nous utilisons et qui vaut plus de 120 F.

Sans doute s'agit-il de savoir ce que le service dépense en matériel de ce type. Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin et ne pas évaluer notre perte de salaire, près de 3 % en un an ? Et si on chiffrait aussi le manque de personnel ? De jour, en Réanimation, il manque deux infirmières.

Si l'administration veut évaluer les dépenses, c'est comme pour le reste, c'est en vue de faire des économies. Alors refusons son jeu.

• *HOPITAL TROUSSEAU (Chambéry)*

Rafistolage

Même les paniers à perfusion se font rares. Impossible d'en avoir des neufs.

Alors on se débrouille. On en fabrique avec du sparadrap. Et c'est le malade qui risque de recevoir le flacon sur la tête si le sparadrap se décolle. Vive le progrès !

En tout cas, au chapitre des économies, ce n'est pas encore une réussite, car les rouleaux de sparadrap, ça coute cher.

LIVRES

« SUCRE AMER » de Maurice Lemoine

Enfants de 11 à 13 ans qui coupent la canne pour 2,30 pesos (10 F) par... quinzaine !

Chaque année, un contrat est passé entre le gouvernement d'Haïti et de la République dominicaine, les deux Etats qui se partagent l'île d'Haïti, dans les Caraïbes, et 15 000 Haïtiens sont envoyés pour couper la canne de la CEA (Conseil d'Etat du Sucre) en République dominicaine.

Maurice Lemoine, après un séjour de plusieurs mois, témoigne dans *Sucre amer* des conditions de vie abominables de ces travailleurs qu'on appelle les Kongos (ce nom rappelle les anciens esclaves) et de la corruption dans les camps de canne, les bateys.

Son récit débute en novembre 1978, à l'embauche pour aller couper la canne en Dominicaine. Estimé Mondestin, le personnage de *Sucre amer,* apprend qu'on peut gagner « beaucoup d'argent », en travaillant dur, bien sûr, mais il est prêt à le faire. A Haïti, il ne trouve pas à s'employer depuis longtemps. Il décide comme beaucoup d'autres de partir, de laisser sa famille. Et le voilà faisant la queue pour s'inscrire à Port-au-Prince. Les tontons macoutes de Jean-Claude Duvalier, le président à vie d'Haïti, « Baby Doc », font la loi. Il faut graisser la patte à tout le monde, et même aux médecins, quand on est malade, pour avoir une chance de partir !

Arrivé au batey, Estimé retrouve les anciens, ceux qui sont venus d'Haïti et qui n'ont pu y retourner, car, pour la plupart, ils se sont endettés pour venir en République dominicaine. Aussi doivent-ils rester, ils n'ont pas d'autre choix. Leurs enfants, très tôt, partent couper la canne. La vie est abominable dans les bateys. Les Kongos vivent parqués comme des animaux. Ils dorment à même le sol, ils sont pris au piège de la plantation . Il leur faut travailler tous les jours, levés dès 4 h du matin, travaillant 10 à 14 h par jour, et n'arrivant à survivre qu'en suçant un peu de canne. Leur salaire couvre tout juste ce qu'ils doivent au commerçant du batey. Tous les Dominicains qui travaillent au batey, à d'autres postes que coupeurs de cannes, pour la pesée, majordome, etc., sont payés sur le rendement des coupeurs. Aussi, les font-ils travailler tant et plus. La crainte des Kongos est de tomber malade, car alors, ils ne peuvent plus travailler, ni manger. Ils sont obligés de travailler, ils ont été « vendus » par Duvalier.

En fait, ils ne sont pas 15 000, mais bien plus, près de 300 000 Haïtiens à travailler à la canne dans ces conditions et pas seulement pour la CEA, mais aussi pour les trusts américains, notamment Gulf and Western, qui représentent la majeure partie de la production.

Après un rapport à l'ONU dénonçant cette situation, l'auteur relate que la seule chose qui ait changé, c'est que le contrat signé décembre 1979, pour 1980, ne stipulait plus, comme l'année passée, le montant du versement au gouvernement haïtien, qui avait été en 1979 de 1.225.000 dollars. La précision a donc disparu.

Maurice Lemoine raconte simplement tout cela à travers l'histoire de quelques travailleurs du sucre, leurs conditions de vie, leur espoir aussi, leur incompréhension et leur colère enfin. Il montre comment ces Haïtiens sont méprisés par tous et même par les ouvriers dominicains, qui leur en veulent de casser les prix, de leur prendre le travail, quand un « viejo » trouve au bout de quelques années à faire autre chose qu'à couper et ramasser la canne. C'est aussi un témoignage très documenté.

Un réquisitoire accablant contre les sociétés américaines, le gouvernement dominicain et surtout contre le gouvernement haïtien.

Marielle LEMONNIER

Sucre amer, esclaves d'aujourd'hui dans les Caraïbes, *de Maurice Lemoine. Ed. Encre.*

« *Les dossiers du futur* »

de Daniel Garric

Daniel Garric est journaliste, reporter à l'hebdomadaire **Le Point.** Son livre **Les dossiers du futur** veut faire le point sur toutes les découvertes et techniques actuelles ou en préparation pour tenter de prévoir ce qu'il en sera en l'an 2000, dans une génération.

Il ne faut pas s'attendre à le voir décrire une société nouvelle. Daniel Garric est certes futurologue, mais dans le cadre de la société existante dont il ne conteste pas pour l'essentiel l'organisation.

D'autre part, il présente les faits, les découvertes, les théories en recherchant souvent davantage le côté spectaculaire, « journalistique » que l'aspect scientifique, ce qui est particulièrement désagréable.

Le livre, cela dit, offre l'intérêt de passer en revue ce qui est en voie de transformation à l'heure actuelle dans un grand nombre de domaines.

Il fait le tour de nombreux aspects de la vie de l'espèce humaine : la santé, la maîtrise de la reproduction, mais aussi l'urbanisation, les transports de demain, les robots pour les tâches ménagères et industrielles. Il aborde aussi ce qu'il appelle les frontières extérieures : la compréhension des climats et l'action sur eux, l'exploitation des océans, l'avenir de la conquête spatiale.

Mais sur les grands problèmes comme la démographie, la sous-alimentation, l'énergie et surtout la crise, les certitudes de l'auteur sont beaucoup plus nuancées et pour cause ; car, comment les résoudre sans remettre en cause l'essentiel, c'est-à-dire en fait toute l'organisation capitaliste de la société ?

L'ouvrage se termine sur une conception fumeuse de l'histoire de l'humanité où le pape Jean-Paul II annonce le retour de l'esprit dans la nouvelle société en construction ! Malgré cela, le livre reste intéressant, car bien documenté, mais à lire avec ce minimum d'esprit critique qui semble faire défaut à l'auteur.

A. LEMART

Les dossiers du futur **de Daniel Garric. Editions Olivier Orban. 470 pages. 70 F environ.**

« La femme gelée »

d'Annie Ernaux

Ce petit roman, c'est simplement, racontée à la première personne, une vie ordinaire de femme. Celle-ci se raconte, d'abord petite fille évoluant dans l'épicerie de ses parents, puis l'école, les premiers flirts ; adolescente, elle ne veut pas se couler dans le moule que la société lui prépare. Elle rêve d'une vie exaltante et libre, elle ne soupçonne pas qu'elle pourrait devenir un jour une femme rangée et soumise, une ménagère silencieuse enfermée dans son univers domestique.

Elle le deviendra pourtant. De petites faiblesses en petites faiblesses, de concessions en concessions, elle laisse finalement le piège se refermer sur elle. Son amant qui parlait d'égalité des sexes et de liberté de chacun dans le couple devient un mari pantouflard, content de lui, content de trouver à son retour du travail la table mise et le repas préparé, content de laisser sa femme assumer l'essentiel de la charge des enfants. L'héroïne se retrouve prisonnière, de son mariage, de son passé, de la société, et finalement en partie prisonnière d'elle-même.

Car, le roman le montre bien, c'est un ensemble de petites pressions insidieuses qui poussent l'héroïne, d'un recul à l'autre, à accepter elle-même sa propre soumission. C'est un ensemble de pressions sociales, au niveau de l'éducation, au niveau de l'école, de la famille, qui s'exercent doucement, mais qui ont finalement une très grande force, au point que, presque sans s'en rendre compte, l'héroïne se rend, en fait sans s'être battue.

L'auteur se place uniquement d'un point de vue féministe. Elle ne voit du système social, du conformisme ambiant, que ce qui opprime la femme. Mais cela fait déjà beaucoup.

Roger PERIER

La femme gelée, **d'Annie Ernaux. Ed. Gallimard. 185 pages.**

EXPOSITION

Statue d'un personnage en prière provenant du « Temple carré » du dieu Abu, datant d'environ 2750 avant J.-C.

« SUMER, ASSUR, BABYLONE »

Les premières grandes civilisations humaines que nous connaissons sont nées des régions chaudes — et parfois désertiques — traversées par des grands fleuves. Les animaux sauvages s'y rassemblaient, attirant les tribus de chasseurs de la préhistoire. C'est là que l'élevage est né. Les conditions naturelles : absence de forêt, fertilité du sol, eau et soleil ont permis qu'y soit aussi inventée l'agriculture. Parmi les quatre grandes vallées qui ont vu naître la civilation, au sortir de la préhistoire, vallée du Nil en Egypte, vallée de l'Indus en Inde, du Hoang Ho en Chine et de Mésopotamie, c'est dans cette région qu'on a trouvé pour le moment les vestiges les plus anciens de la période historique.

C'est en basse Mésopotamie, dans une région occupée en majeure partie aujourd'hui par l'Irak, entre les deux fleuves Tigre et Euphrate, que s'est constituée la plus ancienne civilisation connue, celle de Sumer. Très tôt, les hommes commencèrent à y pratiquer l'irrigation. C'est cette nouvelle richesse, cette relative abondance, qui permit la construction des temples et l'entretien de prêtres puis de rois.

Au IVe millénaire avant notre ère, c'est le clergé qui dominait la basse Mésopotamie et qui créa les premiers Etats. A Uruk, les richesses accumulées qui passaient entre les mains de prêtres et qu'ils accumulaient entraînèrent la naissance de la comptabilité puis l'invention de l'écriture. C'est cette écriture, gravée dans des plaquettes d'argile, qui nous permet aujourd'hui de connaître un peu l'histoire de ces peuples qui se disputaient la région.

Des ruines de temples, des poteries, des statues, des sceaux cylindriques et d'autres objets trouvés dans des tombes ont permis aux archéologues d'avoir un aperçu de ce qu'étaient les religions, les techniques et l'art des populations qui habitaient la Mésopotamie.

L'exposition nous présente quelques objets, témoins de ces civilisations, dont la plupart ont été prêtés par le musée de Bagdad. C'est ainsi qu'on peut admirer des statuettes censées prier à la place de notables, des idoles en albâtre avec des yeux incisés, des cylindres-sceaux représentant des scènes mythologiques finement ciselés, une tête de prince sémite, des céramiques, des plaquettes d'écriture...

Les pièces exposées sont présentées de manière chronologique mais les notices explicatives sont très rares et ne donnent pas un aperçu synthétique de ces civilisations disparues. C'est dommage, mais malgré ses défauts, l'exposition est intéressante.

Joëlle GERARD

Petit-Palais, avenue Winston-Churchill, Paris-8e. Ouvert tous les jours sauf le lundi, de 10 h à 17 h 30.

COMMUNIQUE

• ***Le Théâtre de la Comédie de Paris,*** *42, rue Fontaine, Paris-9è, communique ses nouveaux spectacles, à partir du 14 avril :*

— à 20 h : ***Boris Super-Vian*** *par Les nouveaux garçons et le Groupe Hiboux ;*

— à 21 h 30 : ***La grande guerre des p'tites étoiles*** *de Louis Thierry.*

• ***Le Centre culturel Théâtre Noir,*** *23, rue des Cendriers, Paris-20e, propose :*

— du jeudi 16 avril au jeudi 30 avril, spectacle Gratien Midonet (rythmes et danses des Antilles), à 20 h 30. Prix des places : 35 F.

TELE

Sélection

Samedi 4 avril

20 h 30. TF1. Les animaux du monde. Dans la région parisienne des animaux sauvages vivent encore en toute tranquillité.

20 h 30. FR3. Histoires extraordinaires. La lettre volée. Cinquième émission de la série, d'après les célèbres nouvelles d'Edgar Poe.

20 h 35. A2. Carte vermeille. Film policier d'après un roman de Boileau-Narcejac. Des crimes en série dans une maison de retraite de luxe.

Dimanche 5 avril

20 h 35. A2. Nana. Dernier épisode. Nana nargue ses amants en leur imposant la présence de Satin, une prostituée. Mais autour de Nana les malheurs s'accumulent.

22 h 15. A2. Les Esquimaux de l'Alaska. Documents sur la chasse à la baleine, avec le rituel de la préparation, la construction du bateau en peau de morse.

22 h 35. FR3. La fin du jour. Film de Julien Duvivier. Une maison de retraite pour anciens comédiens où les acteurs autrefois adulés ont tendance à continuer leur numéro. Avec Louis Jouvet, Michel Simon, Madeleine Ozeray.

Lundi 6 avril

20 h 30. FR3. Terreur sur le Britannic. Film catastrophe de Richard Lester. Des bombes ont été déposées à bord d'un paquebot, mais les démineurs arrivent...

20 h 35. A2. En collaboration avec Europe 1, émission politique dont le sujet n'est pas encore précisé.

21 h 30. TF1. Picpus. Réalisé en 1942, ce film est l'adaptation d'un roman de Simenon. Albert Préjean, dans le rôle du commissaire Maigret, mène l'enquête.

Mardi 7 avril

20 h 30. TF1. Emission politique consacrée à l'élection présidentielle. Le nom des candidats invités n'est pas encore précisé.

20 h 40. A2. Les dossiers de l'écran. Un documentaire intitulé **Autopsie d'un sacrifice** sert d'introduction au débat sur la vivisection. Il semble que le film montre des images difficiles à supporter.

Mercredi 8 avril

20 h 30. FR3. Par l'amour possédé. Un film de John Sturges. Histoire d'amour et d'intérêt dans une petite ville américaine. Avec Lana Turner.

22 h 15. TF1. La rage de lire. L'émission littéraire de Georges Suffert a pour thème « guerre et paix ». Parmi les invités : Gérard Chaliand, Philippe Simonot et Jeanne Cordelier.

Jeudi 9 avril

20 h 30. TF1. Emission politique sur l'élection présidentielle. Le nom des personnalités invitées n'est pas connu.

20 h 30. A2. La retraite de Jean. Yves Laumet a filmé une journée d'un ouvrier qui vient de prendre sa retraite après avoir travaillé trente ans dans la même entreprise.

20 h 30. FR3. L'homme à l'imperméable. Film de divertissement avec Fernandel dans le rôle d'un clarinettiste timide autour duquel s'amoncellent les cadavres.

22 h 30. TF1. Les grandes expositions. **Camille Pissaro** (1830-1903). A l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la naissance du peintre impressionniste, une rétrospective internationale est organisée à Paris.

Vendredi 10 avril

17 h 20. A2. L'Australie : La terre... ma mère. Emission sur les aborigènes d'Australie, dont le mode de vie s'apparente à celui du néolithique. Ils sont très attachés à leur terre, mais celle-ci est fort convoitée en raison de ses ressources en minerais et particulièrement en uranium.

20 h 15. TF1. Campagne électorale officielle pour l'élection présidentielle.

20 h 30. FR3. Nouveau vendredi : **J'étais bagnard.** Récit d'une évasion de l'enfer guyanais, par un ancien bagnard, Raymond Lamothe, qui s'évada en même temps que Papillon. L'émission retrace l'histoire du bagne de Cayenne qu'il fut décidé de fermer en 1936 sous le front populaire, mais qui continua à fonctionner jusqu'en... 1954.

FILMS

Sélection

dans les salles parisiennes

Films récents...

ALLONS Z'ENFANTS
d'Yves Boisset.

Adapté du roman en partie autobiographique d'Yves Gibeau : le cauchemar d'une enfance gâchée, l'embrigadement d'un adolescent, contre sa volonté, dans une école d'enfants de troupe.

Danton 6e, Marignan, 8e, Français 9e, Sept Parnassiens 14e, Gambetta 20e.

LE DOS AU MUR
de J.P. Thorn.

L'histoire de la grève de l'Alsthom-Saint-Ouen, en 1979.

Un reportage très vivant.

Saint-Séverin 5e.

LE CONTRAT
de Krzysztof Zanussi.

Alors que sa famille est réunie pour fêter son mariage, la fiancée s'enfuit. Une description d'un milieu aisé polonais où la corruption s'étale.

Forum Cinéma 1er (vo), Saint-Germain Huchette 5e (vo), Sept Parnassiens 14e (vo).

EUGENIO
de L. Comencini.

Des parents séparés qui vivent chacun leur vie. Entre eux deux, un petit garçon qui essaie de vivre la sienne. Un film pas tendre pour le monde des adultes, mais qui n'exclut pas l'humour.

Quintette 5e (vo), Colisée 8e (vo), Nation 12e, Sept Parnassiens 14e (vo), Passy 16e.

BRUBAKER
de Stuart Rosenberg.

Le directeur d'un pénitencier est révoqué après avoir vainement tenté d'en humaniser le fonctionnement. Une description saisissante de l'univers carcéral.

UGC Opéra 2e, Cinoches 6e (vo), Biarritz 8e (vo), Montparnos 14e.

LE DERNIER METRO
de F. Truffaut.

Pendant l'Occupation, un directeur de théâtre juif parvient à poursuivre clandestinement son travail...

Paramount Odéon 6e, Saint-Lazare Pasquier, 8e, Gaumont Ambassade 8e, Paramount Maillot 17e.

HOUSTON TEXAS
de F. Reichenbach.

L'itinéraire d'un « pauvre mec » devenu un assassin. A travers l'histoire vraie de cet homme, un témoignage sur la criminalité dans une grande ville américaine et une dénonciation de fait de la peine de mort.

Saint-Germain Studio 5e (vo), France-Elysées 8e (vo), Saint-Charles Convention 15e(vo).

LE CHEF D'ORCHESTRE
de Wajda.

Un grand chef d'orchestre retourne en Pologne. On y voit la musique entre les mains des bureaucrates.

Studio de la Harpe Huchette 5e (vo).

...et moins récents

LE TROUPEAU
de Z. Okten.

A travers l'histoire d'une famille de bergers contrainte d'aller en ville vendre son troupeau, un témoignage sans complaisance sur la Turquie d'aujourd'hui.

14 Juillet 6e (vo).

L'HOMME DE MARBRE
de Wajda.

La vie de l'ouvrier Birkut : comment on fabriquait un héros du travail dans la Pologne stalinienne des années 1950.

Olympic Saint-Germain 6e (vo).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU
de M. Forman.

Une satire grinçante de l'hôpital psychiatrique.

Palais des Arts 3e (vo).

HARLAN COUNTY USA

La vie et la grève dans les mines de charbon des Appalaches, aux USA.

Saint-Séverin 5e (vo).

LES SEPT SAMOURAI
de Kurosawa.

Des villageois embauchent des samouraï pour se défendre contre les brigands.

Contrescarpe 5e (vo).

« Le concours »

Ils sont jeunes, ils aiment la musique et rêvent d'en faire leur vie. Alors, ils essaient de se faire reconnaître, admettre, récompenser. Ils passent de grands concours internationaux — c'est la règle du jeu —, de ces concours qui ouvrent ou ferment la porte aux carrières. Le lauréat du concours en question gagnera 20 000 dollars et deux ans de tournée de récitals dans tous les Etats-Unis.

Mais les ambitions en compétition, en concurrence — dans tous les domaines même celui de l'art, elles dominent — font passer au second plan l'amour de la musique, et l'amour d'autrui.

Ces candidats qui veulent faire carrière, ont pour ambition de devenir des interprètes reconnus, jouent la règle du jeu. Tant pis si l'amour de Paul et de Joanni résiste mal à leur concurrence. Tant pis si pour arriver premier, comme Paul, on piétine un peu les autres. Et l'on se demande parfois où est passé l'art. Une jeune candidate russe est là parce que sa famille comptait sur le voyage pour demander l'asile politique... mais finalement pourquoi pas ? Un autre candidat compte sur la compétition pour servir de tremplin à ses espoirs sentimentaux. Chacun a ses motivations, dont les deux dernières, d'ordre politique ou sentimentales, ne sont finalement pas pires que le pur et simple carriérisme et l'esprit du fric.

Le film est une critique envers tout ce que ces concours, qui favorisent l'individualisme, ces impératifs de carrière, ces mobiles financiers peuvent avoir d'étranger à l'art. Cela dit, passant des uns aux autres, il dépeint avec sympathie mais aussi avec esprit critique les motivations de chacun, et il sonne juste.

Nelly MEYER

« Les parents du dimanche »

Les pays de l'Est ont leurs asiles psychiatriques, mais aussi leurs maisons de redressement. **Les parents du dimanche** nous montrent celle où sont enfermées Juli et ses camarades, en Hongrie. Ce n'est pas un bagne. Il n'y a pas de corrections corporelles. Le personnel chargé d'encadrer l'établissement essaie de se montrer humain. Mais les filles, enfermées pour des délits mineurs : vol, utilisation de drogues, fugues, n'ont évidemment qu'un seul souhait : retrouver la liberté et leurs parents, pour celles qui en ont encore, même si ceux-ci ne se préoccupent guère d'elles.

Privées d'affection, toutes ces adolescentes sont saisies d'accès de désespoir et de furie collective comme le soir où elles dansent frénétiquement entre elles, où elles crient, boivent, pendant que certaines essaient de s'ouvrir les veines. Ne connaissant guère la tendresse, elles sont dures et sans pitié pour les autres. Elles se jalousent et cherchent souvent à se nuire mutuellement.

Juli, qui a seize ans, est la plus fugueuse des pensionnaires mais elle est toujours reprise. Des adultes, émus, s'occupent plus particulièrement d'elle. Juli récupère ainsi des miettes de tendresse mais l'attention que lui procurent certaines bonnes âmes ne va pas bien loin.

Après sa dernière fugue, Juli accepte de se marier avec un jeune homme qu'elle ne connaît pas et qui lui est proposé par l'assistance publique, seul moyen pour elle de quitter l'établissement.

La détresse de l'enfance délinquante est apparemment aussi grande en Hongrie qu'ailleurs.

Joëlle GERARD

« Un petit cercle d'amis »

Ce « petit cercle d'amis » est composé de quelques étudiants américains des années 1967-68. Leur vie douillette, privilégiée, se déroule sans incident au sein de leur campus universitaire. Ils sont surtout préoccupés d'eux-mêmes, de leur avenir, des liens qu'ils tissent entre eux, des affections qui naissent entre garçons et filles.

Pourtant, leur petit monde ne peut rester à l'écart du grand nombre. Les années soixante, c'est aussi l'époque de la guerre du Vietnam : toute la société américaine subit ses répercussions. Au sein des campus la contestation s'exprime sous diverses formes. Certains, dans la peinture ou d'autres formes d'expression, d'autres, plus audacieux, en écrivant des articles dénonçant la guerre. Ce qui révolte le plus les étudiants est la conscription par tirage au sort. Le désespoir, la colère s'emparent alors de nombreux jeunes qui se battent contre la police, échauffourées d'un soir qui n'empêchent pas les bataillons de partir. Et chacun de chercher la combine individuelle pour pouvoir y échapper.

Ce contexte politique n'est pas le propos essentiel du film qui reste avant tout la relation des rapports entre de jeunes étudiants dans les années soixante, mais par sa présence il lui donne un peu de profondeur en montrant à quel point la guerre du Vietnam a pu marquer la société américaine.

« Est-ce bien raisonnable ? »

Est-ce bien raisonnable de débarquer à Paris, au Palais de Justice, pour demander l'aide du juge Simon et de repartir en emportant avec soi un gangster qui vient de s'évader et que l'on prend pour le juge ?

Est-ce bien raisonnable de vouloir à tout prix faire la lumière sur une affaire de meurtre déguisé en suicide pour des questions de profits alors qu'à toucher aux gros bonnets on risque sa peau ?

Mais Miou-Miou, journaliste licenciée pour avoir mis le nez dans cette affaire, n'est pas une fille raisonnable. Elle et le gangster, Gérard Lanvin, nous conduisent donc dans une série d'aventures rocambolesques... C'est léger, mais plein d'humour.

M.-C. S

FILMS

« Vivre vite » de Carlos Saura

Le film nous montre une « tranche de vie », celle d'une petite bande de quatre délinquants de la banlieue de Madrid, trois garçons et une fille, quelques hold-up, leur vie, leurs aspirations.

Pour réaliser son film, Saura n'a pas fait appel à des acteurs professionnels, mais a lié connaissance avec une de ces bandes, a gagné leur confiance, et c'est avec elle qu'il a élaboré son scénario. Le film montre comment ces jeunes sont amenés à refuser la grisaille quotidienne de la société. Ils veulent profiter de la vie tout de suite, ce qui pour eux qui n'ont pas d'autre exemple sous les yeux, signifie avoir de l'argent, beaucoup d'argent, et tout de suite. Pour cela ils volent et même en arrivent à tuer.

Leur vie, c'est l'amitié, l'amour qu'ils connaissent au sein de la bande, c'est le semblant de liberté qu'ils croient vivre en volant, en fuyant le mode de vie de la société, mais c'est aussi le risque permanent d'être pris, c'est l'éternelle course-poursuite avec la société qui les rattrape bien vite avec ses flics à leurs trousses.

Carlos Saura nous montre cette bande de façon attachante. Il cherche non à condamner mais à comprendre ces jeunes qui refusent de s'intégrer et se mettent en marge en volant, en se droguant, et même en tuant.

A travers cette bande, c'est aussi le problème de la société qui est posé. Celui d'une société qui n'offre qu'une vie terne, monotone et sans attrait, et qui, d'autre part, donne l'exemple du gangstérisme et du vol dans ses sommets.

Ajoutons que le film a été interdit aux moins de 18 ans. Preuve qu'il y a encore des gens en hauts lieux, pour croire que c'est en cachant la réalité à une partie de la jeunesse qu'on l'empêchera de la connaître !

Laurence VINON

« Palermo-Wolfsbourg »

Nicolas Zorba n'a pas vingt ans. Il habite un petit village en Sicile. Il est sans travail. Il est pieux. Il passe ses journées à errer dans les rues de son village à la recherche d'un travail. Il donne un coup de main à droite et à gauche avant de décider d'émigrer en Allemagne. Là, il pourra gagner assez d'argent pour aider son père.

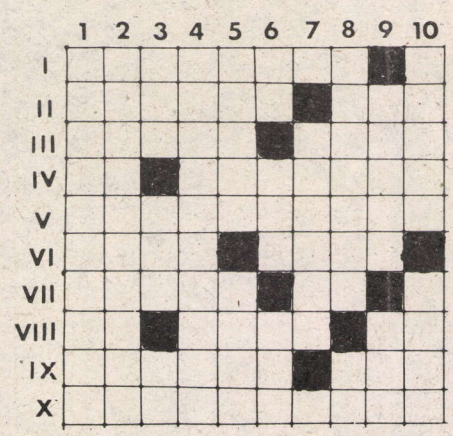
Nicolas échoue donc à Wolfsbourg, et vit dans un hôtel pour immigrés. Mais c'est en fait dans une toute autre société qu'il vit. Il sort avec une jeune Allemande, mais celle-ci, un soir de bal, retourne au bras d'un autre, un jeune Allemand.

Ce film lent qui dure près de trois heures est un plaidoyer pour la tolérance envers les immigrés. Il s'adresse parfois directement aux spectateurs allemands — mais les spectateurs français peuvent se sentir visés — en leur reprochant implicitement leur racisme, leur manque de compréhension que l'auteur met au compte du heurt des civilisations aux mœurs et aux conceptions différentes. Et c'est le drame. Nicolas, selon les coutumes ancestrales de la Sicile, doit venger son honneur. Il tue le jeune Allemand et son copain à coups de couteau. Après ces deux meurtres, il reste prostré.

Un film intéressant quoique parfois un peu déroutant, le réalisateur Werner Schroeter n'ayant choisi la simplicité ni dans l'intrigue elle-même, ni dans la mise en scène.

Jacques FONTENOY

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Hommes de mal. II. Ont le bras long. Absence sans fin. III. Sont sur la voie. Sentis mauvais. IV. Symbole métallique. Elle est libre. V. Bon selon la Bible. VI. Gîte mal construit. Circule en zone blanche. VII. Diplomate qui a fait un tabac. Ile de France. VIII. Vieille cité disparue. Myriapode. Parcouru. IX. Etendue. Mélodie. X. L'armée doit l'alarmer.

VERTICALEMENT. — 1. Homme de réserve. 2, Fait vitrine. 3. Devant derrière. Homme populaire. Près de Dijon. 4. Provoque des soulèvements. 5. Un Jules. Descendre avec du mal. 6. A l'entrée d'Istambul. Protecteur. Unité bulgare. 7. Est ruminée. 8. Fabrication du sel. Champion. 9. Erigée. Sujet sur lequel on peut s'étendre. 10. Dans la Ruhr. Ne sort pas du tunnel.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	S	O	M	N	A	M	B	U	L	E
II	E	C	O	U	T	E	U	R	■	N
III	D	E	■	M	T	■	S	E	R	F
IV	U	L	C	E	R	E	S	■	U	L
V	C	L	A	R	I	N	E	T	T	E
VI	T	E	■	A	S	T	R	E	■	S
VII	R	■	M	I	T	R	O	N	S	■
VIII	I	S	■	R	E	E	L	■	A	S
IX	C	O	D	E	S	■	E	M	U	E
X	E	L	U	S	■	T	S	A	R	S

POLOGNE

Après le nouveau compromis

C'est l'accalmie, en Pologne, à la suite de l'accord conclu entre les dirigeants du syndicat Solidarité et le gouvernement.

Les concessions gouvernementales font suite au plénum du Comité central du Parti Ouvrier Polonais, le parti au pouvoir. Au cours de celui-ci, deux tendances se sont ouvertement affrontées au sein du parti. L'une est favorable à une politique de reprise en main de la population, et notamment à une attitude ferme, voire même à une politique de répression du syndicat. L'autre tendance est favorable à une politique d'entente, de compromis « entre Polonais », **à une entente entre le gouvernement et les dirigeants de Solidarité. Et c'est à la suite de la victoire de cette seconde tendance, qui d'ailleurs a prévalu jusqu'à présent à la tête du parti et de l'Etat, qu'un compromis a pu être conclu entre le pouvoir et Solidarité.**

Ce compromis est certes un bon signe pour les travailleurs polonais. Car d'une certaine façon, si les partisans d'une répression ouverte ne sont pas en mesure de l'emporter ni d'imposer leur point de vue, c'est parce que le rapport de forces est manifestement en faveur des travailleurs. Mais les travailleurs ne peuvent faire confiance pour l'avenir à aucune de ces deux tendances du parti au pouvoir. Aucune d'entre elles n'a souhaité le développement de l'actuel mouvement de la classe ouvrière. Le mouvement de la classe ouvrière polonaise pour sa dignité et pour ses droits est né en dehors des dirigeants de l'Etat et contre eux. Il se trouve seulement que, face à ce mouvement ouvrier d'une force considérable, il existe pour les dirigeants polonais deux façons de se comporter : la répression ouverte ou la recherche du compromis.

La tendance qui recherche le compromis avec les dirigeants de Solidarité ne le fait nullement parce qu'elle défendrait d'une façon ou d'une autre les intérêts ouvriers : elle le fait parce que c'est une façon de servir ses intérêts propres. En composant avec le mouvement ouvrier, elle se sert aussi de celui-ci pour mener une politique plus « nationale », pour tenter de se rendre moins dépendante, moins soumise aux intérêts et au contrôle de l'URSS. Elle tire parti de la situation pour rechercher des accords, des soutiens économiques auprès des Etats occidentaux notamment.

Mais la voie est étroite pour une telle politique. Sur le plan économique, et quels que soient les soutiens obtenus à l'extérieur, la situation du pays ne permet guère aux dirigeants polonais de faire des concessions sensibles à la classe ouvrière. Sur la plan politique, ils veulent aussi garder l'essentiel de leur pouvoir, l'essentiel de leur contrôle sur l'appareil d'Etat. C'est pourquoi ils n'acceptent que des concessions symboliques à la soif de démocratie et de liberté qui monte de la classe ouvrière, déplaçant les préfets et les policiers les plus honnis et les plus déconsidérés pour mieux laisser en place les autres.

Enfin et surtout, les dirigeants polonais savent que cette politique ne peut être tolérée par les dirigeants de l'URSS que s'ils se montrent capables eux-mêmes de maintenir l'ordre, de contenir le mouvement ouvrier polonais dans des limites bien précises et décidées par eux.

C'est pourquoi cette coupure du parti polonais en deux tendances est essentiellement un fait de circonstance. Le choix politique que chaque dirigeant a fait au cours de ce plénum du Comité central, entre l'attitude de compromis et l'attitude répressive, est un choix bien circonstancié, un choix tactique qui ne signifie nullement que, dans un mois ou dans un an, il ne fera pas le choix inverse. Chacun de ceux qui aujourd'hui préconisent le compromis avec Solidarité peut, demain, préconiser la fermeté, voire la répression. Et sans doute justifieront-ils alors encore cette répression au nom des intérêts nationaux de la Pologne, en disant que mieux vaut que des Polonais s'en chargent, plutôt que de donner aux Russes une raison d'intervenir.

C'est pourquoi, pour les travailleurs polonais, en tout cas, la victoire de la tendance dite « modérée » du Comité central polonais n'est nullement un gage pour l'avenir. C'est leur organisation et leur mobilisation, indépendamment de telle ou telle tendance de l'appareil d'Etat, qui a fait leur force hier. C'est elle qui les fait respecter aujourd'hui. Et c'est le seul — mais énorme — atout qu'ils aient pour demain.

André JUILLIARD

Une réunion du Comité central du PC Polonais. Durs ou modérés : un choix tactique. (Ph. UPI)

Des ouvriers de l'aciérie de Varsovie en train d'écouter Walesa durant la grève du 27 mars.

UN FILM SUR LA POLOGNE :

« Ouvriers 80 »

***Ouvriers 80,** un film d'amateur tourné pendant les grèves de Gdansk, au mois d'août, est passé pendant trois jours au cinéma Saint-Séverin à Paris. Presque uniquement centré sur les négociations qui ont abouti aux accords de Gdansk, il permet de voir comment les représentants ouvriers, dont faisait partie Walesa, discutaient avec le Premier ministre et les délégations gouvernementales. On y voit parfaitement la nervosité de ce Premier ministre, pressé de conclure l'accord et d'arrêter la grève, et prêt pour cela à de nombreuses concessions. On voit l'opiniâtreté des délégués ouvriers, décidés à obtenir la libération des emprisonnés politiques, la suppression de la censure, le droit de grève et les syndicats libres.*

***Ouvriers 80** constitue un témoignage vivant et intéressant. Malheureusement, il s'agissait là d'une première présentation de ce film, qui maintenant ne passe plus. Et il faut souhaiter qu'il puisse être de nouveau visible.*

ATLANTA (U.S.A.)

La police arrête... ceux qui s'organisent pour se défendre

A propos des meurtres répétés de jeunes enfants noirs dans la ville d'Atlanta, dans le sud des USA, le bimensuel trotskyste américain **Spark** écrit dans son éditorial du 23 mars :

« Après vingt mois au cours desquels vingt enfants ont été assassinés, la police d'Atlanta a fini par procéder à une arrestation. Et qui ont-ils arrêté ? Des jeunes qui avaient organisé un groupe de défense pour protéger les enfants de leur cité.

Ce fait d'armes de la police d'Atlanta montre mieux que n'importe quoi jusqu'où va l'incapacité de la police face à la situation (...).

Il montre que, malgré les bonnes paroles, l'objectif de la police n'est pas d'empêcher les meurtres d'enfants à Atlanta. Car ceux à qui elle s'en prend constituent la seule véritable défense sur laquelle puissent compter les enfants.

Ces jeunes s'étaient organisés en patrouilles armées de battes de base-ball et équipées de walkies-talkies. Ils étaient en liaison avec des adultes armés de fusils, postés par groupe en des points fixes de la cité. C'étaient les groupes d'adultes qui devaient assurer la coordination des patrouilles et leur venir en aide au besoin. (...)

Bien sûr, s'organiser de cette façon dans une seule cité ne pouvait suffire à défendre tous les enfants d'Atlanta. Mais si les gens suivaient cet exemple et organisaient des patrouilles dans tous les quartiers noirs d'Atlanta, cela contribuerait beaucoup à mettre un terme aux meurtres d'enfants. (...)

Pendant plus d'un an, la population d'Atlanta a fait confiance à la police, aux autorités de la ville, au FBI et au gouvernement fédéral. Et où cela l'a-t-elle amenée ? A d'autres meurtres d'enfants et à une ambiance de terreur pour tous les enfants et leurs parents. (...)

Ceux qui sont attaqués sont toujours les seuls à pouvoir organiser leur propre défense. Parce que ce sont les seuls qui y ont vraiment intérêt, et parce qu'en se serrant les coudes, en ne comptant que sur eux-mêmes, ils en ont également les moyens ».

Un enfant de 10 ans qui participe aux recherches à Atlanta. (Ph. UPI)

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46 450